N°396 du 12 septembre 2016-Siège: 106 bis, Rue Ewo Ouenzé-Site:www.lepatriote-congobrazza.com:Tel. 06.664.18.19/05.578.72.05

LE PATRIOTE

Hebdomadaire d'informations, d'analyses et d'opinions

200 Frs

Méfiez-vous de l'homme nu qui vous propose sa chemise.

LE STYLE PIERRE MABIALA DÉRANGE ET BOUSCULE LES HABITUDES ARCHAÏQUES

Oser parler en bien d'un ministre dans un contexte hautement démocratique est un acte qui peut exposer insidieusement son auteur au culte de personnalité. Mais lorsqu'il s'agit d'évoquer les faits et gestes posés par ses soins et qui ont des conséquences positives sur la moralisation de la vie publique, personne ne peut trouver à redire. En tout cas, le Garde des Sceaux, ministre de la justice, des droits humains et de l'intégration des peuples autochtones Pierre Mabiala fait beaucoup d'efforts pour que les choses tournent juste et différemment dans le pays.

☞ 3

Crise financière ou crise économique

PARTOUT SES EFFETS SONT PALPABLES

A Brazzaville, Pointe-Noire ou à Dolisie, les jours passent et se ressemblent, du fait de la crise ambiante dans le pays. Aujourd'hui, les bars dancings et autres clubs de réjouissance arrêtent leurs activités plus tôt que d'ordinaire, faute de clients. Les restaurants, marchés publics ne connaissent plus la même affluence, ni la même ambiance festive.

☞ 7

Interruption de fourniture des ARV

LA FE.CO.DHO POINTE DU DOIGT LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Dans une déclaration parvenue à notre rédaction, le 8 septembre 2016, la Fédération congolaise des droits de l'homme (FE.CO.DHO), dénonce une rupture dans la fourniture des antirétroviraux (ARV).

☞ 10

Législatives 2017

UNE PRECAMPAGNE DÉGUISÉE

☞ 4

Assainissement de Brazzaville

LE VIDE LAISSÉ PAR OKANA

☞ 4

PDR

PRINCE MERVEILLEUX NSANA DÉNONCE LA PRISE DE POSITION D'ELVIS OKOMBI TSALISSAN

☞ 6

EULOGE LANDRY KOLÉLAS DEMANDE QU'ON JUGE LE MCDDI AUX RÉSULTATS

☞ 5

L'ÉCOLE CHARLES MONTESQUIEU, SUSPENDUE POUR TRIPATOUILLAGE AUX EXAMENS D'ETAT

☞ 12

Médias

RADIO TÉLÉVISION FORUM, RADIO LOUVAKOU DE DOLISIE, LE NOUVEAU REGARD ET SEL-PIMENT REPRENNENT DU SERVICE

☞ 6

ELIKIA 2016 FÊTE SES 6 ANS DE FIDÉLITÉ À DENIS SASSOU N'GUESSO

C'est l'éloge d'un sextennat marqué par une conviction et un engagement jamais abandonnés, jamais trahis, mais qu'il faudra renforcer et diversifier. Dans un combat politique où l'opposition n'hésite pas d'aller aux excès en mettant en péril le vivre ensemble, la paix et la sécurité, Saturnin Jean Claude Ntari et ses compagnons de lutte refusent de se taire. Au contraire, ils appellent à rester vigilant face à la tendance permanente à l'insurrection et à la division, à la prise en otage du Pool par des forces négatives et rétrogrades.

Après le référendum ayant consacré la nouvelle République et la présidentielle au cours de laquelle son candidat a été porté à la magistrature suprême, Elikia 2016 met le cap sur les législatives prochaines, en vue d'assurer à Denis Sassou N'Guesso, une majorité confortable à l'Assemblée nationale.

Mieux qu'un simple instant festif, le premier sextennat d'Elikia 2016 célébré dans l'un des espaces mondains le plus célèbre de Bacongo a été fait de rappels historiques, d'exhumation d'engagements pris, des missions accomplies et à venir, de la défense des idéaux incarnés par Denis Sassou N'Guesso dont la paix, la justice, le développement et le bien-être pour tous.

Des dirigeants d'Elikia 2016

Des missions bien accomplies, mais la lutte continue

Créée le 25 septembre 2010, Elikia 2016 figure parmi les premières associations à s'engager dans le débat sur l'évolution des institutions congolaises. Après les consultations présidentielles et le dialogue national de Sibiti ayant renvoyé dos à dos les pro et les anti évolution institutionnelle, Elikia 2016 a pris, le 25 septembre 2015, l'engagement de soutenir la candidature de Denis Sassou N'Guesso.

Elle s'est aussi impliquée lors du référendum constitutionnel en faveur d'un « oui massif » pour la nouvelle constitution, et a mouillé le maillot pendant la campagne présidentielle, et les résultats obtenus ont été à la mesure de ses ambitions. Ce rappel historique n'a pas pourtant occulté la nécessité de poursuivre un combat dont l'abandon serait une trahison des missions et des objectifs. En effet, au temps chaud marqué par des joutes politiques incendiaires, et au péril de leur vie, les membres de cette association ont bravé « courageusement, avec sang froid et responsabilité, l'ambiance délétère faite de haine, d'invectives et de menaces de tout genre et réussi le pari de fédérer » les Congolais autour de la marche vers le développement.

Les législatives, un engagement de plus

La célébration du premier sextennat d'Elikia 2016 a ouvert la voie à de nouvelles aventures aussi exaltantes que les premières, selon son président. « Il s'agit pour nous de prendre un engagement de plus, dicté par les élections législatives qui se profilent à l'horizon, et ce, dans un avenir plus que proche. Il faudra qu'Elikia 2016 se lance dans la bataille corps et âme, avec le sens du devoir qui le caractérise et qui l'a animé lors du référendum constitutionnel et lors de l'élection présidentielle », a déclaré Saturnin Jean Claude Ntari.

Faire autrement, dit-il, serait trahir « le pacte de confiance et de loyauté scellé avec le père des réformes. Si par miracle ou hasard de l'histoire, une telle option était prise, avertit le président, « nous n'aurions accompli notre devoir qu'à moitié » et notre engagement patriotique dans la voie du soutien sans faille à Denis Sassou N'Guesso aura failli. Or, jamais, jamais, nous ne faillirons». Jean Claude Ntari et ses sociétaires savent que la lutte s'annonce acharnée, pour les élections législatives sur lesquelles ils mettent déjà le cap avec l'ambition d'une majorité confortable au président de la République.

Créée en septembre 2016 et affiliée à la Dynamique pour la nouvelle République (Dnr), l'association Elikia 2016 mobilise jusqu'alors les Congolais à aller « toujours plus loin sur le chemin rocailleux du développement avec Denis Sassou N'Guesso, père des réformes dans la combativité, la constance, l'effort et la loyauté ».

Des membres d'Elikia 2016

H. M.

L'UMP VEUT CHANGER LES CODES

Une mouvance présidentielle plus dynamique et plus cohérente autour de Denis Sassou N'Guesso, c'est le challenge que lance l'Union pour le mouvement populaire (Ump). Le parti de Digne Elvis Okombi Tsalissan veut changer les codes pour la renaissance d'une nouvelle mouvance, avant les élections législatives de juin 2017.

L'initiative de l'union pour le mouvement populaire (UMP)intègre la refondation et la reconfiguration du microcosme politique congolais. Cette rencontre qui intervient quatre mois après l'élection du président de la République et à 11 mois des élections législatives de juillet 2017 revêt toute son importance. On sait que la nouvelle République est marquée par l'émergence de nouveaux enjeux en rapport avec la place importante accordée à la jeunesse dans son ensemble.

« *Un vent nouveau à soufflé dans la conscience(…) La nouvelle constitution pousse à donner une majorité plus dynamique et confortable au président de la République. Il faut anticiper sur les législatives* ».

Le président national de l'Ump se demande s'il faut reproduire le spectacle du référendum et de la présidentielle.

« *Devrions nous aller aux législatives en rangs dispersés ? Ou faut-il que l'on rassemble nos forces pour une marche commune ? Nous avons besoin d'anticiper sur cet évènement majeur qui n'est autre que les législatives(…) Nous sommes donc interpelés par le devoir d'évaluation, par le devoir d'inventaire afin de produire de façon précise l'illustration, des insuffisances qui ont été relevées dans l'action des forces actuelles. Aujourd'hui, nous avons besoin de nous mettre en synergie pour conduire le peuple entier autour du président Denis Sassou N'Guesso* ».

La rupture n'est pas négociable

Il s'agit, selon le président de l'Ump, de se réadapter. « *On n'a pas le choix et la rupture n'est pas négociable. Sinon on va rater le marketing du produit Sassou. Il faut parler de ce qu'il a fait et de ce qu'il peut encore faire. La volonté populaire a fait que l'Europe bascule entre les mains des partis de l'extrême droite parce que les partis traditionnels n'ont pu prendre en compte le désir de changer des populations* ».

Digne Elvis Okombi Tsalissan se propose d'aller rencontrer les « *amis d'hier devenus adversaires aujourd'hui pour leur faire comprendre la nécessité de créer une nouvelle mouvance présidentielle, plus soudée, plus dynamique et plus juste* ». Evoquant les élections passées, le patron de l'Ump affirme qu'« *il n'y avait pas de cohérence même au sein de la majorité. On ne peut pas aller aux législatives avec les mêmes tares, c'est-à-dire, le manque de cohésion. Il est important que la majorité, le centre et l'opposition se rendent compte que nous sommes en transition vers la modernisation de l'espace politique. La reconfiguration du microcosme politique est irréversible. Il faut capitaliser les besoins exprimés par les jeunes* ».

Sur la place qu'occuperont « les partis traditionnels » qui pourraient opposer une résistance aux évolutions en cours et à cette initiative, le président de l'Ump affirme qu'ils seront surpris parce qu'il n'y aura pas de place pour les essoufflés et ceux qui veulent maintenir un ordre périmé.

E.O.

LE STYLE MABIALA PIERRE DÉRANGE ET BOUSCULE LES HABITUDES ARCHAÏQUES

Oser parler en bien d'un ministre dans un contexte hautement démocratique est un acte qui peut exposer insidieusement son auteur au culte de personnalité. Mais lorsqu'il s'agit d'évoquer les faits et gestes posés par ses soins et qui ont des conséquences positives sur la moralisation de la vie publique, personne ne peut trouver à redire. En tout cas, le Garde des Sceaux, ministre de la justice, des droits humains et de l'intégration des peuples autochtones Pierre Mabiala fait beaucoup d'efforts pour que les choses tournent juste et différemment dans le pays. Il a fait de la lutte contre les antivaleurs, lancée par le Président Denis Sassou N'Guesso son vrai cheval de bataille.

Malheureusement, certaines personnes malintentionnées affirment qu'il ne s'attaque qu'aux petits poissons. A les entendre, les gros poissons vaquent normalement à leurs occupations et font de cette traque, le cadet de leur souci, parce qu'ils sont sûrs que le ministre ne franchira jamais la ligne rouge. Pourtant, le ministre Pierre Mabiala a toujours demandé aux Congolais qui s'estiment abusés ou arnaqués de lui présenter un dossier en bonne et due forme afin de les aider à trouver une solution juridique à leur problème.
Dans sa conception, la nouvelle République doit être gouvernée par la loi comme l'exige tout Etat de droit. C'est autant dire que les rapports sociaux, quelle que soit leur nature doivent être coulés dans le moule du droit et le juge devrait apparaitre comme la clef de voûte et la condition de réalisation de cet Etat de droit. Ainsi, le culte du droit aboutit en fait à la sacralisation du juge, investi du rôle de gardien des valeurs. Or le constat sur le terrain révèle que certains magistrats ne sont pas dignes de mériter ce grade.
Fort des atouts que lui offre le droit, Pierre Mabiala mènera sa bataille contre les antivaleurs jusqu'à son terme, parce que sa légitime ambition est de mettre hors d'état de nuire tous ceux qui croyaient que le Congo était « *une République bananière* ». Depuis qu'il occupe les fonctions de ministre de la justice, tous ceux qui gèrent ou qui ont eu à un moment donné de leur vie professionnelle la charge d'un dossier quelconque ont la peur morbide d'être arrêtés. Tout le monde s'accorde pour reconnaitre que le ministre Pierre Mabiala est sur le bon chemin. Cette reconnaissance a été également exprimée par l'ambassadeur de France au Congo, Bertrand Cochery qui a affirmé au terme de son audience avec Pierre Mabiala que «*le Congolais en général, la jeunesse en particulier a besoin de sentir qu'il y a un système judiciaire qui fonctionne. Un pays a besoin d'une justice indépendante, des magistrats compétents pour l'intérêt du pays, de l'économie, de la population ; lutter contre la corruption et mettre fin à l'impunité tel que l'a annoncé le Président de la République*». Le souhait le plus ardent exprimé par tous est de voir cette opération perdurer. C'est pourquoi, cette délicate mission qui porte déjà ses fruits, doit être fortement soutenue aussi bien par l'ensemble du gouvernement que par le peuple épris de paix et de justice.

Le ministre Pierre Mabiala remettant un dossier d'enquête

Pierre Mabiala dérange

Fini alors l'époque où le magistrat, l'avocat et bien d'autres membres du corps judiciaires étaient couverts par une immunité de fait. Aujourd'hui, ces hommes de droit peuvent enfin répondre de leurs actes devant les tribunaux du pays et être condamnés conformément à la loi. Il y a dans ce cas de figure, le magistrat Obengui Ngoka qui a été arrêté pour avoir libéré frauduleusement 11 détenus de la maison d'arrêt de Brazzaville et l'avocat au barreau de Brazzaville Mitata Mouanda Cirille pour avoir détourné la coquette somme de 13 millions de FCFA destinée à la famille Sienne. Outre ces deux prévenus, il y a Vincent Péna-Pitra, comptable et superviseur du syndic liquidation de la compagnie aérienne Air Afrique, accusé de détournement de l'argent des ex-travailleurs de ladite compagnie. Tous ces prévenus sont actuellement détenus à la maison d'arrêt de Brazzaville, sur ordre du ministre de la justice.
Ces gestes ne peuvent être qualifiés de minuscules d'autant plus qu'ils n'ont jamais existé par le passé. L'arrestation d'un magistrat est un acte majeur dans l'histoire judiciaire de notre pays. Comme le dit un adage populaire, « *le chemin le plus long commence par le premier pas* ». En effet, voir un magistrat devant la barre, être mitraillé de questions par ses collègues sur une affaire de fraude, confirme l'assertion selon laquelle personne n'est infaillible. Il n'y a pas de doute, le style Mabiala qui se veut original est vu d'un mauvais œil par certains éléments du corps judiciaire, habitués à l'appât du gain facile. Selon ces magistrats, le ministre de la justice en ordonnant l'arrestation d'un magistrat devant les caméras a violé les articles 169, alinéa 2 de la Constitution, 603 du code pénal de procédure et l'article 28 du statut de la magistrature. Pour mémoire, l'alinéa 2 de l'article 169 stipule que: « *le pouvoir exécutif ne peut ni statuer sur les différends, ni entraver le cours de la justice ou s'opposer à l'exécution d'une décision de justice* ». Nonobstant ce débat doctrinaire, force est de constater que la lutte contre les antivaleurs n'est pas une fiction au Congo. C'est ce que le peuple attend de ses ministres.

Patrick Yandza

La parabole de l'éléphant

CŒUR D'ÉLÉPHANT

Cœur d'éléphant. L'expression émane de mon grand-père. Elle parait banale mais, les mots qui la composent sont si symptomatiques qu'ils ne manquent pas d'interroger leur auteur en silence. En fait, que cache cet énoncé qui a tout d'une légende ?
Cette question a sorti le vieil homme de sa réserve et lui a permis de développer sa pensée dans toutes ses dimensions. Il parlait sans discontinuer comme s'il avait envie de vider son sac. Pour lui, l'éléphant est incontestablement l'animal qui a le plus fasciné l'homme tout au long de son histoire. Sans doute, c'est aussi l'espèce que l'homme a le plus vantée à travers des récits épiques, surnoms et autres anecdotes... Ce colosse, grave, lent et puissant, inspire l'idée d'une sagesse supérieure.
Mais, rarement on a évoqué son cœur, son gros cœur. Au sens propre et au sens figuré, l'éléphant dispose d'un cœur infiniment immense, traduisant toute l'amplitude intérieure de l'animal, laquelle reflète sa masse physique impressionnante. La sagesse populaire indique que « l'éléphant est une des rares créatures qui sait laisser ses charges au placard ». Mieux, il sait les porter et les ranger, évitant ainsi toute interférence avec les faits nouveaux et leurs effets perceptibles. A ce sujet, de nombreuses traditions, de bien nombreuses cultures ou presque sont unanimes : toutes prêtent à l'éléphant un cœur capable de porter toute la terre.
Introverti quand il le souhaite, l'éléphant est en réalité un animal extraverti, communicatif, toujours prêt à défendre la cause d'autrui, toujours prêt à secourir celui qui est en détresse. Son élan de cœur le classe plus proche des humains que des animaux. A en croire mon grand-père, cela découle d'un mythe jamais contredit à ce jour. Il est évident que personne ne saurait dire avec exactitude d'où vient-il que l'éléphant soit le seul animal à jouir de ce privilège. Mais, il est possible que ce mythe découle de l'idée de vouloir démontrer le postulat plus général selon lequel, «l'éléphant porterait une partie du monde sur son dos. L'autre partie, notamment la plus grande elle, étant portée par son cœur».
D'où la célèbre formule : l'éléphant n'est jamais incapable de supporter le poids de ses défenses.
L'exposé de mon grand-père a été appuyé par un autre homme de son âge qui a soutenu que le mythe de l'éléphant traversera tous les âges. Il ne sera brisé ni maintenant que les éléphants continuent de peupler nos forêts et savanes, ni demain, quand leurs traces auront toutes disparu.

Jules Débel

Législatives 2017

UNE RECAMPAGNE DÉGUISÉE

Bien que de leur pratique de tous les jours ni de leurs pensées, ils ne laissent rien filtrer qui trahisse une ambition politique à terme, on sait que des hommes politiques ou tout autre individu rêvant d'un mandat électif scrutent déjà, avec la boule au ventre, l'horizon 2017. A cette échéance, les congolais renoueront avec les urnes en vue de renouveler l'Assemblée nationale. Si la plupart d'entre eux, attendent le top pour se lancer dans la course, certains, faisant fi de ces propos pleins de sagesse de Jean de La Fontaine, selon lesquels « rien ne sert de courir, il faut aller à point », sont déjà en précampagne même sils s'en défendent. La nature des activités qu'ils organisent ces derniers temps ne peuvent abuser l'opinion.

Les grandes lignes de la stratégie des personnes tenant à concourir pour obtenir un siège à l'assemblée nationale sont connues d'expérience. L'organisation des tournois de football occupe une place prépondérante parmi ces grandes lignes. L'objectif ici est de captiver l'électorat jeune. Les tournois de football sont légitimés par leurs organisateurs comme des moyens de rassembler la jeunesse en vue de préserver et de consolider la paix.

L'organisation des danses folkloriques s'inscrit également dans ces grandes lignes. Il est vrai que l'intérêt pour l'organisateur est de mobiliser l'électorat du terroir. Depuis quelque temps, ces activités connaissent une courbe ascendante. Il ne se passe plus d'une semaine sans qu'elles ne soient relatées dans les médias, surtout audiovisuels. A ces activités, s'ajoutent les banderoles qui sont déployées dans les principales artères de la ville.

Un jeu bien caché

Pour des raisons évidentes, les initiateurs de ces activités se gardent bien de dévoiler les motivations qui les font tant courir. En effet, s'il ne peut subsister un seul doute que ces derniers lorgnent l'horizon 2017, en revanche il n'est pas certain que des investitures leur soient déjà assurées à ce stade. Par ailleurs, il vaut mieux cacher son jeu de peur d'aiguiser l'appétit des requins qui ne manqueront pas à ce moment-là de déployer leur armada de ressources pour tout faire basculer.

On peut légitimement penser que se lancer déjà dans la course longtemps avant l'heure vise un double objectif : d'abord tester sa capacité à mobiliser. On ne peut aller à une élection sans avoir évalué son poids dans la circonscription électorale dans laquelle on prétend briguer le mandat de député. Ces appels à participer aux tournois de football et aux danses folkloriques permettent à ces potentiels candidats de continuer à caresser le rêve de siéger à l'hémicycle. En cas de succès, c'est-à-dire d'une mobilisation solide et continue qui va au-delà de leurs espérances, non seulement ils seront à-même de poursuivre leur rêve mais mieux ils pourront solliciter l'investiture de leur parti au moment échu. Il en est de même pour les sans parti qui seront l'objet de convoitises de la part des partis à la recherche de candidatures sûres en termes de succès électoral. Mais pour en arriver là, les tournois et les danses folkloriques seront, à l'évidence, largement insuffisantes.

L'essentiel est à venir

Des actions plus musclées sont à venir en vue de s'assurer une meilleure visibilité dans la course à la pêche des électeurs. Les activités qu'entreprennent actuellement certains acteurs politiques peuvent être considérées comme des ballons d'essai. Il est à noter qu'au nombre de ceux qui ont déjà le pied à l'étrier ne figurent encore que des seconds couteaux.

Les mammouths de la politique congolais, en grands connaisseurs de la question, estiment que le moment n'est pas encore venu. Ce qui ne veut nullement signifier qu'ils restent inertes. Le travail sous terrain à travers l'envoie des émissaires dans les circonspections choisies est certainement en train de battre son plein. Ceci en vue de tâter le terrain afin de voir si l'image passe pour certains et pour d'autres afin de jauger la fidélité de l'électorat ;

A côté des acteurs politiques, on assiste concomitamment au terme de l'hibernation de certaines Ongs. En effet, il n'est pas rare de suivre dans les medias ces jours-ci des communiqués de ces Ongs, invitant leurs membres à se présenter à leur siège dans le cadre de la reprise des activités après avoir longtemps cessé de donner des signes de vie. Ce sont souvent des Ongs ayant des rapports très étroits avec l'arrière-pays. Elles se prêtent volontiers aux sollicitations des candidats désireux de s'attacher leur service, leur compagnie. Ces Ongs possèdent une force de pénétration hors pair. Parmi leurs membres se comptent des individus ayant blanchi sous le harnais à pratiquer soit la chasse, soit la danse au village. Ce faisant, ils ont construit une réputation au village qui y ouvre les portes. Mais ces Ongs ne font pas dans la philanthropie, loin s'en faut.

L'intéressement au coeur des Ong

Elles espèrent, pendant ou à l'issue des élections, bénéficier des avantages en nature ou en espèces sonnantes de la part du candidat qui a sollicité leurs services. La reprise de leurs activités sonne comme un rappel pour signifier leur présence aux potentiels candidats aux législatives de 2017 .

Tant que tous ces acteurs n'indiquent pas de manière limpide que leurs activités s'inscrivent dans le cadre d'une campagne électorale manifeste, ils ne peuvent subir les foudres de la loi. Mais ce qui est important à retenir est que par les initiatives de ces acteurs politiques, on peut affirmer que la démocratie s'enracine de jour en jour au Congo. Ils ont compris qu'obtenir un siège législatif ne relève plus d'une sinécure comme à l'ère du monopartisme. Il faut «draguer» le peuple souverain, véritable détenteur du pouvoir .

Laurent Lepossi

LIBRES PROPOS

LE VIDE LAISSÉ PAR OKANA

Cette interrogation lancée ex abrupto par un citadin outré par une sorte d'incivisme qui telle le lierre s'étend orgueilleusement parmi les habitants de nos villes traduit le sentiment de ceux qui, quoique minoritaires, pensent que les problèmes qui ralentissent le développement de Brazzaville par exemple ont atteint la côte d'alerte. En cette année particulière, marquée par l'aboutissement du processus de migration vers une nouvelle république, la question de l'assainissement de la ville capitale et de la libération de son espace public s'invite de nouveau au cœur des débats.

Non qu'elle en fût jusqu'alors absente, loin de là. Mais elle n'apparaissait qu'en toile de fond, la plupart des formations ayant surtout les yeux rivés sur la politique, plus précisément la politicaillerie. Sous l'effet conjugué des querelles byzantines qui ont toujours cours et de la crise économique internationale (marquée par la baisse drastique du prix du baril de pétrole), le débat public était réduit à des querelles d'apothicaires obnubilés par le niveau des déficits. Mais à force de ne plus envisager les phénomènes sociaux que par le prisme des chiffres et de la conjoncture, nous sommes passés à côté de la plaque.

Nous semblons tous avoir oublié les motivations profondes du nouveau mandat du président Denis Sassou N'Guesso qui se fondent sur la nécessité de «terminer le travail» pour asseoir chacun de nous dans une situation de bien-être. Et ce bien-être ne passe t-il pas par l'amélioration du cadre de vie et par des nouvelles attitudes face à ce nouvel environnement ? D'où l'importance de la question «ou est passé Okana» ? Car qui est Okana en effet ?

Okana Guy Marius, agent municipal à Brazzaville est un homme comme vous et moi, à la seule différence peut-être qu'il était si profondément épris de sa ville où il avait quelques responsabilités qu'il voulut transformer le strapontin qu'il occupait à l'Hôtel de ville en un tremplin pour essayer de transformer un tant soit peu l'image poussiéreuse de notre milieu urbain. Il s'y prit d'ailleurs avec zèle et dévouement au point où, un bon jour, il disparut de la scène, happé par on ne sait quelle monstre, victime sans doute d'une réaction appropriée de ceux qui ont intérêt à ce que nos villes demeurent des cités poubelles ou des villes sans lois. Alors conseillers chargé de l'assainissement du maire de Brazzaville, Okana, encouragé par sa hiérarchie, donna le meilleur de lui-même, au point d'apparaître comme l'ultime recours pour mettre fin au désordre qui règne actuellement dans le périmètre urbain Brazzavillois.

Désordre ? C'est sans doute un euphémisme. La faiblesse de l'administration est considérée par des citadins comme une sacrée aubaine pour s'octroyer de nouveaux droits. A l'heure de l'individualisme consumériste, le «je veux» s'est très vite transformé en «j'y ai droit». Le droit d'occuper anarchiquement l'espace public en y installant un commerce, le droit d'ériger sa clôture en dehors des limites normales de sa parcelle, le droit de construire directement dans la rue…sans que l'administration municipale ne lève le petit doigt. On peut désormais ignorer superbement le droit pour le tracé d'une rue d'être rectiligne tout comme on peut déverser des tombereaux d'excréments humains dans une fosse béante creusée dans une ruelle sans que cela n'interpelle ni les voisins ni l'autorité municipale. C'est l'abbaye de Thélème. On se croirait dans une pétaudière digne de la cour du légendaire roi Pétaud, un lieu où chacun agit à sa guise. On peut alors se demander à quoi sert cette cohorte d'agents municipaux qui non seulement s'affichent par leur inexistence, mais en plus défraient la chronique en demandant de manière intempestive des augmentations irréalistes de salaires.

Certes il faut reconnaître que l'administration n'est pas restée inerte en tout temps et il sied de fustiger la difficulté que nous avons à accepter les règles communes et les injonctions venues d'en haut. Mais l'Etat doit s'imposer et la peur du gendarme doit pouvoir de nouveau réguler les rapports entre l'autorité municipale et les citadins. Le système des amendes doit être développé à la fois pour sévir et pour conforter l'assiette pécuniaire municipale. C'est ici, sans doute qu'Okana ou ses émules sont de nouveau attendus, pour qu'on s'attaque enfin à la racine de ce mal dans un esprit de responsabilité.

Aimé Raymond Nzango

Site:www.lepatriote-congobrazza.com : E-mail : lepatriotecongo@yahoo.fr

Mcddi

EULOGE LANDRY KOLÉLAS DEMANDE QU'ON JUGE LE MCDDI AUX RÉSULTATS

Sur les traces du père fondateur du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral, le président national du Mcddi mobilise la base. Euloge Landry Kolélas qui s'efforce de maintenir la flamme allumée par feu Bernard Bakana Kolélas, pense qu'on doit apprécier son poids politique à l'aune des résultats qu'il obtiendra aux échéances politiques en perspective.

Des militants du Mcddi attentifs au message du président Euloge L. Kolélas

Mettant à profit cette rencontre, Euloge Landry Kolélas a martelé une fois de plus sur la nécessité de préserver la paix, de consolider l'unité, la fraternité et le patriotisme. Car, selon lui, ces valeurs ont été fortement défendues par le père fondateur du Mcddi. Cette campagne de mobilisation a été lancée dans les quartiers Niania et Bifouiti à Makalékélé. Avant d'aller à la rencontre des membres et sympathisants des autres quartiers de Brazzaville et de l'hinterland, Euloge Landry Kolélas a donné le ton dans des zones réputées effervescentes et présumées hostiles à lui parce qu'elles concentreraient des partisans de son frère biologique, Guy Brice Parfait Kolélas l'ancien président du Mcddi qui a basculé à l'opposition.

Face aux populations venues l'écouter, le président national du Mcddi a annoncé la construction d'un monument à Ntsouélé. Le site où le « père fondateur » du Mcddi repose pour l'éternité, mais surtout où il avait reçu la « révélation » l'ayant conduit à créer ce parti qui n'est ni une affaire de famille, ni une construction intellectuelle. C'est un bien commun à tous les Congolais, qui acceptent et respectent ses principes. Le Mcddi est une maison commune au sein de laquelle chacun a sa place. D'où son appel à ceux qui se sont égarés, qui peuvent encore écouter leur conscience d'y revenir. «*Attention, le Mcddi n'est pas une construction intellectuelle. Vous avez reçu une mission. C'est le parti de ceux qui nous ont quittés et de ceux qui sont encore en vie. C'est une maison au sein de laquelle chacun a sa place. Le Mcddi est ouvert à tout le monde. C'est la maison mère. Nous accueillons tout le monde sans exception. Nous disons aux égarés de revenir à la maison mère où chacun a sa place, si leur conscience le leur dit. La maison est là. Nous y croyons et nous sommes sur la bonne voie. Le parti est notre instrument de lutte, il faut le préserver. Il ne faut pas être en marge de la République. La politique est un rapport de forces. Il faut se mobiliser pour démontrer notre poids électoral. Chacun doit être ou devenir un petit Bernard Kolélas pour mobiliser les autres*».

Concernant l'emprise sur le microcosme politique et sa place au sein de la majorité, Landry Euloge Kolélas demande qu'on le juge aux résultats. Notamment après les élections législatives de juin 2017. Par ailleurs, il annonce le déploiement, d'ici là d'une série d'activités en faveur de tous les Congolais dont la formation des jeunes et des dames en métiers divers et l'organisation d'une campagne spéciale de soins de santé gratuits pour tous. « *Nous apportons un message de paix, d'amour d'unité et de fraternité. Il faut toujours insister pour le bien du pays. C'est comme un jardin, il faut toujours l'arroser. Il faut repartir chaque fois vers la base pour la rassurer. Pour la tenir en confiance. Il fallait donc revenir après les présidentielles pour échanger avec la base* ».

Qu'on nous juge aux résultats

Euloge Landry Kolélas organisera aussi une série de formations aux métiers au profit des jeunes et une campagne spéciale de soins de santé gratuits à ceux qui le désirent. « *C'est le développement intégral. Le développement intégral implique également de l'aide aux populations. Sur tous les plans, si nous pouvons le faire, nous le ferons. C'est notre crédo. Nous ouvrons éminemment des centres de formations pour les jeunes et quelques centres de soins de santé gratuits pour toute la population* ».

Des jeunes membres du Mcddi

Pour replacer le parti dans sa genèse, afin que les générations futures continuent à se souvenir des valeurs étendards du Mcddi, le président national annonce l'érection d'un monument à Ntsouélé, village natal de Bernard Kolélas et sa dernière demeure. Il sera dévoilé et expliqué le 13 novembre prochain, à la faveur de la commémoration de sa mort. « *On le rendra public le 13 novembre prochain, lors de l'anniversaire de la mort du président fondateur du Mcddi, feu Bernard Bakana Kolélas. C'est de là que tout était parti. C'est là où il a reçu la révélation l'ayant conduit à la création du Mcddi. C'est l'histoire qu'il nous a raconté. On le rendra public à cette occasion* ».

En réaction aux griefs faits sur l'insuffisance de mobilisation de son parti qui est la deuxième force de la majorité présidentielle et à la crainte que nourrissent certains membres de voir le parti relégué aux seconds rôles à cause de son prétendu petit poids politique après la défection de certains poids lourds, le président du Mcddi indique qu'on juge le maçon au pied du mur. « *Si je vous dis vous pouvez ne pas le croire. Vivez vous-mêmes la bonne santé du parti. Attendons voir. On le saura aux prochaines législatives et c'est en ce moment-là que le peuple nous jugera. On aura montré ce que nous valons* ». En attendant, il demande à tous les membres et sympathisants de se comporter en « petit Bernard Kolélas », en présentant aux autres citoyens, le parti et ses valeurs étendards.

Ernest Otsouanga

Océan du Nord

Après la desserte de la partie septentrionale du pays, Océan du Nord est presente sur le trajet Brazzaville - Pointe-Noire et retour tous les jours.

Pour tous renseignements, s'adresser au siège de la société situé à l'ancien bar «Zango» à Nkouikou.

Contacts :

Pointe-Noire : 05.384.18.49

Dolisie : 06 803 06 52

Océan du Nord

BON VOYAGE

Partis du centre

PRINCE MERVEILLEUX NSANA DÉNONCE LA PRISE DE POSITION D'ELVIS OKOMBI TSALISSAN

Dans une déclaration qu'il a publiée le 10 septembre 2016 à Brazzaville, le président du Parti des démocrates pour le renouveau (PDR), Prince Merveilleux Nsana Nsayi demande à la coordination générale des partis du centre, de mettre à l'écart l'Union pour un mouvement populaire (UMP) des rangs de ce groupement politique. Il justifie sa prise de position par le fait qu'au cours de la rentrée politique 2016-2017 de l'UMP le 04 septembre dernier, son président Elvis Digne Okombi Tsalissan, a plaidé pour une nouvelle majorité présidentielle.

Le président de l'UMP a fait ce plaidoyer, à l'occasion d'une conférence de presse qu'il a animée à Brazzaville, le 10 septembre 2016. Placée sous le thème : « Ensemble vers une nouvelle mouvance présidentielle, plus cohérente, plus jeune, plus dynamique et plus disciplinée pour Denis Sassou N'Guesso», la rencontre du président de l'UMP avec ses militants a permis au président dudit parti d'édifier son auditoire sur la vie de son parti et plus précisément sur la nécessité de renforcer les rangs autour du Président Denis Sassou N'Guesso. Cette prise de position a étonné à plus d'un titre, le président du PDR qui, selon lui a toujours su militer et défendre les valeurs du centre ; qui attache du prix à la rupture.

« Les partis du centre ne sont ni à l'opposition, ni à la mouvance présidentielle », a rappelé Prince Merveilleux Nsana Nsayi avant de poursuivre : « le centre a toujours fait du dialogue son cheval de bataille. Il a toujours joué à l'apaisement entre les deux forces antagonistes. « En 2014 par exemple, la coordination générale des partis et groupements politiques du centre avaient lancé l'Initiative nationale pour l'apaisement (INA). Le peuple congolais en est témoins», a-t-il indiqué.

Par rapport à ce que le PDR considère comme un changement de position, la réaction de ce parti ne s'est pas fait attendre. Il s'est en effet réuni en session extraordinaire la semaine dernière, pour examiner cette situation. Cette rencontre a abouti à la déclaration dans laquelle, il demande à la coordination des partis du centre, de suspendre de toutes activités l'UMP au sein du groupement des partis du centre et partout où des décisions concernant ces partis sont prises.

La déclaration lue par Prince Merveilleux Nsana Nsayi précise par ailleurs que l'on ne peut pas appartenir au centre et être en même temps à la mouvance présidentielle. Cette façon de faire ne crédibilise pas l'espace centriste face aux autres forces politiques. La même déclaration rappelle que depuis la conférence nationale souveraine qui avait instauré le multipartisme, jamais on a vu un parti de l'opposition plaider pour la création d'une mouvance présidentielle. « Nous devons rompre avec ces méthodes politiciennes. Le président Digne Elvis Okombi Tsalissan a fait son choix, celui d'appartenir à la mouvance présidentielle et nous respectons son choix », a-t-il conclu.

D.M.

Médias

RADIO TÉLÉVISION FORUM, RADIO LOUVAKOU DE DOLISIE ET LES JOURNAUX «LE NOUVEAU REGARD» ET «SEL PIMENT» REPRENNENT DUSERVICE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les Membres du Conseil supérieur de la liberté de communication, réunis en Collège ce vendredi, 9 septembre 2016, sous la présidence de Monsieur Philippe MVOUO, ont examiné et levé les sanctions prononcées par le Conseil supérieur de la liberté de communication contre les médias ci-après :

- Radio télévision Forum des Droits de l'Homme, pour avoir fait preuve de bonne conduite dans l'exécution de sa sanction, est autorisée à émettre en respect de son objet social, du respect de sa ligne éditoriale consécutive à sa vocation thématique;

- Radio Louvakou de Dolisie, est autorisée à émettre sous réserve du respect par son promoteur des normes légales, éthiques et déontologiques ;

- Les journaux «Le Nouveau Regard» et «Sel-Piment» sont autorisés à paraître, pour bonne conduite dans l'exécution de leur sanction et sous réserve du respect des textes en vigueur.

Fait à Brazzaville, le 09 septembre 2016

Conseil supérieur de la liberté de communication

FAIRE PART

Le camarade André Massamba, Secrétaire général adjoint du Parti Congolais du Travail informe les parents, amis et connaissances que les obsèques de son épouse Albertine Ndoundou décédée le lundi 5 septembre au CHU-B se dérouleront selon le programme ci-après :
Mercredi 14 septembre 2016

8h30 : Levée de corps à la Morgue Municipale de Brazzaville ;
9hoo : Recueillement au domicile conjugal sis 17 rue de la Cuvette à la Poudrière (1er Arrêt) ;
12hoo : Messe de requiem en la paroisse Ndouzi'a Mpungu (non loin de la Mairie de Mfilou)
14hoo : Départ pour le cimetière « Ma Campagne » à Kinsoundi ;
1**7hoo** : Fin de la cérémonie.

NÉCROLOGIE

La famille Kihoulou et la veuve ainsi que les anciens enfants de chœur de la paroisse Notre-Dame du Rosaire (période 1965-1969), ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur fils, époux, frère et collègue, le nommé **Aurélien Gaëtan KIHOULOU** «***Amarildo»,*** survenu le 29 août 2016 à Brazzaville. L'inhumation aura lieu ce mardi 13 septembre 2016 au cimetière familial à Madibou, après l'office religieux qui se déroulera à la paroisse Saint Pierre Claver de Bacongo.❐

Site:www.lepatriote-congobrazza.com : E-mail : lepatriotecongo@yahoo.fr

Crise financière ou crise économique

PARTOUT SES EFFETS SONT PALPABLES

A Brazzaville, Pointe-Noire ou à Dolisie, les jours passent et se ressemblent, du fait de la crise ambiante dans le pays. Aujourd'hui, les bars dancings et autres clubs de réjouissance arrêtent leurs activités plus tôt que d'ordinaire, faute de clients. Les restaurants ne connaissent plus la même affluence, ni la même ambiance festive. En fin de journée, les transporteurs en commun ne réalisent plus les mêmes entrées. Dans les grands marchés, les vendeurs à l'étalage se plaignent de leurs maigres recettes journalières. Les maisons à louer de grand standing se vident de leurs occupants. Les hôtels aussi... Un climat angoissant s'installe dans le pays, surtout dans les familles aux revenus précaires. S'agit-il des signes annonciateurs d'un autre "VDA" ; entendre "vivre durement aujourd'hui..." ? En somme, un environnement de peur qui rappelle les années de plomb 1977-1979.

Ceux qui appartiennent à la vieille génération se souviennent encore du VDA et vivent avec angoisse les premiers effets de la crise financière actuelle. Le pouvoir d'achat du Congolais moyen a chuté et l'amène à des restrictions sévères. Chaque compartiment de la vie subit des coupes drastiques. Cela se vit au quotidien dans les ménages où les repas ont diminué en quantité et en qualité. La rentrée scolaire qui pointe à l'horizon est un véritable supplice pour les parents d'élèves qui, sous peu, devront faire face à d'autres charges, notamment à l'occasion des fêtes de fin d'année. Autant de sources de dépenses et autant de raisons d'inquiétude pour les chefs de famille qui se dépouillent chaque jour de leur autorité.

Pour leur part, les commerçants et autres petits vendeurs vivant de leurs recettes quotidiennes subissent toute la rigidité de cette cure d'amaigrissement qui s'impose aux familles. Interrogés sur la question, la plupart des vendeurs rencontrés dans les différents marchés de Brazzaville se plaignent de la chute vertigineuse de leurs recettes. Au marché de Moungali un boucher témoigne qu'il y a quelques mois, il pouvait vendre un bœuf entier, aujourd'hui, il ne vend plus que quelques kilogrammes. Il en est de même de vendeuses de poisson frais ou fumé qui n'écoulent qu'une infime part des quantités exposées au marché. «*Il y a quelques temps, on pouvait vendre pour 40 000 ou 60 000 francs par jour… Aujourd'hui, quand ça marche, c'est 15 000 francs ou 20 000 francs au plus* », a confié l'une d'elles.

L'onde de choc de cette crise est aussi ressentie par les restaurateurs, producteurs agropastoraux, et autres fournisseurs des produits de consommation. Les producteurs des œufs de table et poulets de chair par exemple, déclarent d'énormes quantités d'invendus, même si paradoxalement, les prix des denrées ne baissent pas sur le marché. Placée sous une chape de plomb, la clientèle a dû changer d'habitudes alimentaires en réduisant son train de vie.

Des chantiers arrêtés et des recettes en baisse

Un tour des grands hôtels à Brazzaville ou à Pointe-Noire permet de constater que ceux-ci sont désertés par les clients, en raison de leurs tarifs prohibitifs. La plupart d'entre eux préfèrent loger dans des auberges et petites chambres obscures aux coûts plus accessibles, même si ici, la qualité de services est approximative sinon douteuse.

Ceux qui exercent les petits métiers eux aussi vivent des moments d'anxiété : ils sont de moins en moins sollicités, de nombreux chantiers sont arrêtés… Les taximen et autres encaisseurs de minibus ne font plus leurs versements normalement. Les maçons, menuisiers, plombiers et autres n'arrivent plus à joindre les deux bouts. Les marchandes de plaisir qui vivent de leur sexe se disent abandonnées par les clients qui ont dû réduire les fréquentations des lieux de tolérance.

Les effets de cette crise se font sentir même chez les dignitaires qui portent tout le poids de leur entourage. Par exemple, la plupart des députés ont renoncé aux descentes parlementaires. Seuls ceux qui pensent à leurs lendemains se voient dans l'obligation d'y envoyer quelques sacs de riz ou de sel pour marquer le terrain et garder le contact avec leurs électeurs.

Comment comprendre un tel phénomène dans un pays où le gouvernement s'efforce à verser régulièrement les salaires des agents de l'Etat, les bourses des étudiants, ainsi que les pensions des retraités ? En effet, pour faire face à toutes ces charges, l'Etat injecte dans la circulation plus de 40 milliards francs CFA chaque fin de mois ce, malgré la crise financière consécutive à la baisse des cours du pétrole.

D'aucuns évoquent la mise en quarantaine des acteurs des circuits mafieux, aujourd'hui, en perte de vitesse. En effet, depuis deux exercices budgétaires, des verrous ont été installés dans les lois de finances pour mieux contrôler les sorties d'argent et réduire la marge des fraudes. Ce qui ne plait pas aux associations des opérateurs économiques. L'on se souvient encore de la volée de bois vert desdits opérateurs économiques dont certains ne le sont que de nom. Ceci expliquant cela, à cause des mesures drastiques adoptées dans le système de la dépense, les opérateurs économiques véreux, ces parasites de l'Etat, ont de moins en moins accès aux guichets du trésor public. Ils vivent cette diète avec ceux qui leurs sont dépendants, notamment les salariés et leurs familles, ainsi que tous ceux qui vivent indirectement de leurs activités.

Pour tout dire, les effets de la crise actuelle sont palpables dans toutes les sphères d'activités économiques et presque dans toutes les familles. Chacun les vit selon ses moyens de défense, mais tous se disent désarmés face à un phénomène dont les causes sont lointaines, souvent inexplicables.

La crise actuelle est financière et non économique

Cette situation suscite des interprétations diverses. Cependant, une question se pose : s'agit-il d'une crise économique ou d'une crise financière ? Les avis divergent. Ceux qui sont proches du dossier donnent une explication scientifique de la chose. Pour le ministre d'Etat, ministre en charge de l'économie, il s'agit d'une crise des finances publiques. Gilbert Ondongo, ancien ministre des finances avait fait cette déclaration devant l'Assemblée Nationale : « *à ce jour, il sévit une crise des finances publiques. Oui, les finances publiques ne se portent pas bien tout simplement, parce que nous avions des recettes pétrolières plus importantes, avec le baril à 100 dollars. Aujourd'hui, on a des finances publiques avec un baril qui est retombé à moins de 50 dollars. Il était même proche de 30 dollars… On est loin des 100 dollars enregistrés par le passé, c'est-à-dire des années 2010, 2011, 2012 et 2013. Il y a forcément une crise des finances publiques. Mais, cette crise n'est pas encore économique, parce que l'économie congolaise continue de croitre, certes pas à un niveau satisfaisant pour le ministre de l'économie que je suis. D'après les statistiques du FMI, en 2013, elle était supérieure à 6%. En 2015, elle devait osciller entre 3 et 4%, et en 2016, je prends une fourchette plus large, elle sera entre 3 et 5%... Notre rêve c'est d'avoir une croissance à deux chiffres ou à défaut, une croissance au moins supérieure à 5%. Le gouvernement travaille à mettre en place des mesures nécessaires pour contrecarrer la mauvaise tendance susceptible de nous conduire vers la crise économique… Heureusement, il y a encore le secteur non-pétrolier qui tient bon, et nous travaillons à conjurer le mauvais sort pour qu'il n'y ait pas crise économique* », fin de citation.

Jules Débel

Parlement

HOMMAGE DE LA RÉPUBLIQUE À LA SÉNATRICE EMILIENNE BOTOKA

Depuis le 8 septembre 2016, l'âme de la sénatrice Emilienne Botoka repose au Mausolée Marien Ngouabi où son corps a été inhumé en présence du président de la République Denis Sassou N'Guesso. Quelques heures avant, le couple présidentiel s'est recueilli devant la dépouille mortelle de l'illustre disparu au palais des congrès, à l'occasion de la cérémonie officielle d'hommage, que la République a organisée en son honneur.

Emilienne Botaka qui a tiré sa révérence le 27 août 2016 à Paris (France), à la suite d'une maladie, a été parlementaire pendant 24 ans. La mort l'a arrachée pendant qu'elle était conseillère et sénatrice de Brazzaville depuis 2002, membre de la Commission économie et finances et du Groupe parlementaire de la majorité présidentielle. Sa première expérience de parlementaire remonte à 1992, avec son élection comme députée d'Impfondo à l'Assemblée Nationale. Une expérience qui s'est poursuivie au niveau du Conseil national de transition (CNT), de 1997 à 2002.

L'oraison funèbre prononcée pour la circonstance, présente la défunte comme une femme de valeur, une femme de cœur, une grande dame, un grand personnage qui a poussé son engagement jusqu'au bout de l'effort. Bien qu'affaiblie par la maladie, elle a toujours été présente aux séances du Sénat. C'est cet engagement qui l'a caractérisée tout au long de sa vie.

Née le 15 octobre 1943 à Gangania Rivière (Impfondo), dans le département de la Likouala, elle a fait ses études primaires à l'école régionale d'Impfondo. Après le CEPE en 1957, Emilienne Botoka est candidate au concours d'admission au collège normal des jeunes filles de Mouyondzi (département de la Bouenza). A la proclamation des résultats, elle est première de l'Afrique équatoriale française (AEF).

Cette dernière fait partie de la première promotion des élèves de ce collège, ayant obtenu le brevet d'études secondaires du 1er cycle en 1961. Emilienne Botoka entre dans le monde du travail en qualité d'institutrice. Ses différents postes de service en qualité d'enseignante sont l'école régionale d'Impfondo puis l'école d'Impfondo village, l'école primaire de la Mfoa à Poto-Poto et l'administration fonctionnelle de l'alphabétisation.

Hommage du président de la République

Emilienne Botoka fait partie des femmes qui se sont engagées très tôt en politique. Elle commence comme attachée de cabinet de M. Denis Sassou N'Guesso alors chef du département de la coordination des organisations de masse, à l'issue des assises du congrès constitutif du Parti congolais du travail (PCT), en 1969. Elle est ensuite élue membre du bureau national de l'URFC au congrès constitutif de l'Union révolutionnaire des femmes du Congo, chargée de l'administration, des finances et du matériel, sous la présidence de Joséphine Mountou Bayonne.

Au sortir du congrès de l'URFC tenu en 1979, elle est maintenue au bureau national et élue secrétaire chargé des relations extérieures, fonction qu'elle a occupée jusqu'en 1990, date à laquelle elle a bénéficié d'une nomination, en qualité d'ambassadrice plénipotentiaire de la République du Congo au Mozambique.

En reconnaissance des grands et loyaux services rendus à la Nation, Emilienne Botoka a reçu des distinctions honorifiques dans l'ordre du dévouement et dans l'ordre du mérite congolais. Sa vie a également été marquée par des activités associatives, notamment dans l'association « A mon tour ». Elevée dans la culture catholique, elle a appartenu à la fraternité Sainte Thérèse. Que son âme repose en paix.

Dominique Maléla

PARADOXES PARADOXES PARADOXES PARADOXES PARADOXES

◆Bon anniversaire chérie !

Eric est un homme attentif aux besoins multiples de sa copine Marta. Presque tous les deux ou trois jours, il recharge son téléphone portable avec des sommes allant de 2.000 à 5.000 FCFA. Chaque soir, sur l'esplanade du CNRTV, la bière doit couler à flots pour satisfaire l'envie éthylique de sa dulcinée. A son départ, Eric doit payer le taxi et ajouter quelques espèces sonnantes et trébuchantes pour la popote du lendemain, car Marta vit avec sa mère et élève seule son enfant de deux (2) ans que le père a abandonné à ses soins. Pour ne pas se voir refuser les faveurs sexuelles de son amie, Eric agit en bon samaritain. Il paye son loyer, de même que les soins du petit à la crèche.

Mais, la semaine dernière, le torchon a brûlé entre les deux amoureux. Samedi, Eric devait célébrer son anniversaire. Au réveil, il réalise que Marta ne se souvient pas de cette date importante de sa vie. Il la lui rappelle. En vain. Sa copine lui répond qu'elle n'a jamais accordé une importance à ce genre de choses.

- Ah bon, lui dit Eric en colère. Tu dis ça parce qu'il s'agit de mon anniversaire. Quel idiot je suis ! A ton anniversaire il y a deux mois, j'ai effectué de grosses dépenses et tu es incapable de me rendre la monnaie. Ok, on va voir ça.

◆L'esplanade du CNRTV, un garage et un parking ?

Que se passe-t-il sur l'esplanade du Centre National de Radio et de Télévision (CNRTV) ? Plusieurs véhicules sont garés de part et d'autre du lieu pour des raisons diverses. La journée, les voitures des clients qui fréquentent les buvettes et restaurants installés dans les parages stationnent sans interruption et surtout sans tenir compte de l'encombrement qui rétrécit la surface de l'esplanade. Mais, il y a pire. Certains conducteurs ont transformé l'esplanade en garage, notamment, les conducteurs des engins lourds, munis de conteneurs. Nous l'avons déjà écrit et réécrit, sans observer la moindre réaction positive de leur part. Comme une complice, la police fait l'autruche. Les réparations se font aussi sur place avec tous les aléas que comporte ce genre d'activités. Le goudron s'abîme avec l'installation des supports mécaniques qui maintiennent en suspension les conteneurs et les huiles qui mouillent abusivement certains endroits de la chaussée. Il fut un temps où un service chargé du déguerpissement des lieux publics agissait pour mettre de l'ordre dans la ville. Où se trouve-t-il ?

◆Quel avenir pour l'énergie solaire au Congo

Il s'agit d'un cri de cœur face au laxisme des services qui gèrent la sempiternelle question de l'éclairage public. La centrale hydroélectrique d'Imboulou est déjà opérationnelle, mais les délestages restent récurrents.

Entretemps, l'on assiste à l'abandon ou à la négligence d'autres sources d'énergie qui devraient redorer le blason de la Société Nationale d'Energie (SNE). Le cas de l'énergie solaire qui fait ses preuves sous d'autres cieux, et qui reste mystérieux à Brazzaville. Presque tous les lampadaires installés sur la route Nkombo/Moukondo et qui utilisaient des panneaux solaires, se sont éteints. Aucune réparation n'est faite. Bizarre ! Ce qui surprend, c'est que les citoyens ne savent pas si ce sont les panneaux ou les ampoules qui sont défectueux.

◆Des panneaux sens interdit et stop en opposition à Mazala

Au rond point Mazala, c'est un gros point d'interrogation qui taraude les esprits des conducteurs de véhicules. Juste à gauche de la voie qui conduit à Mfilou Gamaba, se trouve une bretelle qui croise avec la rue qui part de la station d'essence Total. Curieusement, les services de la DGTT ont érigé juste à l'entrée de la ruelle un panneau indiquant un sens interdit. Paradoxalement, au croisement de la bretelle avec la rue qui part de la station Total, on retrouve un autre panneau Stop.

A l'entrée, sens interdit. Au bout de la ruelle, un panneau Stop. Comment observer le Stop si on n'a pas accès à la ruelle ? Paradoxalement, les conducteurs qui nient le sens interdit, sont admonestés et parfois déplumés par la police. Malgré cela, quelques téméraires s'engouffrent dans la ruelle pour affronter les agents de l'ordre. Mais ils sont surpris de rencontrer des durs à cuire en embuscade qui leur rappellent toute la litanie du code de la route. Il s'installe souvent un dialogue de sourds. C'est comme si on parlait du sexe des anges. On ne sait pas qui a tort et qui a raison. L'absurde est que le panneau sens interdit empêche aux conducteurs d'accéder facilement au Centre de Santé Intégré de Moukondo (CSI) qui se trouve non loin de là.❐

Communication

MODERNISATION IMMINENTE DE L'IMPRIMERIE NATIONALE

La société sud-africaine Nyalu communication entend réfectionner l'Imprimerie Nationale du Congo. Cette dernière n'existe que de nom. A croire les membres de ladite société, les équipements attendus sont de la dernière génération. Cette délégation a visité l'Imprimerie Nationale pour se faire une idée du travail à accomplir. Un partenariat entre le gouvernement et Nyalu communication est en vue.

L'ambassadeur Richard Baloyi et le ministre Thierry L. Moungalla

Depuis des années, l'imprimerie nationale ressemble à un cimetière des éléphants. Une sorte de musée où les carcasses de machines acquises après l'indépendance ou pendant le plan quinquennal 1982-1986, renvoient aux visiteurs les images réelles d'une imprimerie en totale déliquescence, malgré le don qui a été fait par le Directeur général des Dépêches de Brazzaville, Jean Paul Pigasse. Les rares spécimens installés après les tristes événements de 1993 et 1997, ont été tellement surexploités qu'ils sont prématurément arrivés en fin de cycle. Conséquence, l'imprimerie nationale qui était une référence en la matière en Afrique Equatoriale Française (AEF) est devenue l'ombre d'elle-même. Le matériel étant totalement amorti, ne permet plus à celle-ci d'imprimer même l'épisodique journal de l'Etat « La Nouvelle République ». Ce canart recours aux imprimeries privées chaque fois qu'il peut paraitre.

Dans le cadre de l'équipement et la réhabilitation d'urgence des différentes administrations relevant de son département, le ministre de la communication et des médias, a noué depuis un certain temps, des contacts avec certaines sociétés privées évoluant dans son domaine. Force est de constater que ces contacts ont permis, de doter la télévision nationale en équipements modernes. Cet élan de modernisation va atteindre dans un futur proche, l'Imprimerie Nationale du Congo grâce au partenariat en perspective avec une maison sud-africaine de notoriété mondiale.

La société Nyalu communication dont la délégation a été conduite par l'ambassadeur sud-africain au Congo, Richard Baloyi vient de s'entendre avec le ministre Thierry Lézin Moungalla à cet effet. « *C'est une société multi-services qui nous propose des services en matière de communication parmi lesquels, nous souhaitons, en priorité, que le premier axe de coopération soit fondé sur la revitalisation de l'imprimerie nationale. Son matériel est hélas dépassé sur le plan technologique. Ce partenaire va apporter des nouveaux équipements de haute valeur technologique à l'Imprimerie Nationale».*

L'ambassadeur sud-africain, Richard Baloyi salue ce partenariat entre deux Etats, qui fait que chacun tire profit du domaine dans lequel l'autre est avancé. « *Le Congo et l'Afrique du sud entretiennent d'excellentes relations. Sur le plan bilatéral, il y a des accords qui existent entre les deux pays. Dans ce cadre, notre rôle est d'inviter les sociétés prêtes à investir au Congo de le faire. Nous avons choisi Nyalu, une société de grande notoriété en Afrique du sud et ailleurs en matière de communication. Cette société est prête à investir ici. Nous voulons que le Congo profite de la force de l'Afrique du sud. Car nous appliquons le principe selon lequel, là où le Congo est très fort, l'Afrique du sud doit tirer profit et vice-versa. Les conditions sont créées pour que la société investisse au Congo. Le directeur général de l'imprimerie nationale travaille déjà en collaboration avec les experts de Nyalu* ».

Pour l'instant, le travail est focalisé sur l'imprimerie nationale congolaise. Car, « *Nyalu est très fort en matière d'imprimerie. Ensuite, ils s'étendront à d'autres secteurs porteurs. En fait, cette société veut réaliser de nombreuses affaires au Congo* », annonce-t-il.

E.O.

LE GUIDE DU PARFAIT PATRIOTE

LE CONSEIL DES MINISTRES

Dans la vie de tous les jours, "conseil" est un terme passe-partout pour désigner une opinion donnée à quelqu'un sur ce qu'il convient de faire. Les synonymes sont aussi nombreux que divers à l'exemple de : admonition, avertissement, avis, exhortation, incitation, instigation, proposition, recommandation, suggestion, guidance. Même s'il peut exister de mauvais ou dangereux conseils, même si, comme l'a écrit André Gide, « l'expérience instruit plus sûrement que le conseil », il est toujours de bon aloi de tenir compte d'un judicieux conseil d'ami, de prendre conseil de quelqu'un ou de demander conseil à une autre personne. C'est ainsi qu'on parle d'hommes de bons conseils, considération ayant abouti sur l'institution d'une activité professionnelle consistant à mettre ses connaissances à la disposition de ceux qui en font la demande.

C'est ainsi que progressivement on parlera de conseil comme d'une assemblée, une réunion de personnes qui délibèrent, donnent leur avis sur des affaires publiques ou privées. Ainsi tenir conseil c'est s'assembler pour délibérer et le conseil c'est ce qui tend à diriger, à inspirer la conduite, les actions. Ne parle-t-on pas de conseil général, de conseil municipal, de conseil supérieur de la liberté de communication, de conseil économique et social, de conseil de famille, de conseil de discipline, de conseil d'administration, etc. ?

Tout comme dans une famille où le chef convoque les différents membres pour prendre des décisions à des problèmes qui s'y posent, le Conseil de famille est une formation réunissant, sur convocation et sous la présidence du chef de l'Etat, tous les membres du gouvernement. Dans la pratique propre à la République du Congo et sans doute à d'autres pays africains, le conseil des ministres réunit indistinctement ministres d'Etat, ministres, ministres délégués et secrétaires d'Etat. Dans la pratique récente de la Vème République en France par contre, un ministre délégué et un secrétaire d'Etat n'y prennent part que si un point de l'ordre du jour les concerne.

Le conseil des ministres et la seule formation officielle du gouvernement. Sa direction est une prérogative exclusive du président de la République car le Premier ministre ne peut, selon notre Constitution, présider un Conseil des ministres. En France toutefois, le premier ministre peut présider un conseil des ministres sur délégation expresse du président de la République et sur un ordre du jour déterminé.

Si le premier ministre réunit ses ministres pour les réunions de travail, on parlera de conseil de cabinet. L'ordre du jour du Conseil des ministres est préparé par le Secrétariat général du gouvernement mais il est signé par le chef de l'Etat qui peut ainsi refuser l'inscription de tel ou tel projet de loi, d'ordonnance ou de décret. Le secrétariat général du gouvernement est un service administratif qui assure le coordination du travail gouvernemental (sous l'autorité du premier ministre) : préparation des décrets d'attributions des ministres au moment de la mise en place d'un nouveau gouvernement, tenue du calendrier des réunions interministérielles, gestion de la participation de l'Exécutif aux procédures normatives législatives et réglementaires (transmission des textes, organisation des consultations, recueil des signatures) etc.

Le Conseil des ministres est un point de passage obligé pour certaines décisions. Cependant une décision n'est pas prise par le Conseil des ministres, mais en Conseil des ministres, et ce n'est que l'acte signé par le président de la République et le Premier ministre qui produira des effets de droit.

Germain Molingo

Interruption de fourniture des ARV

LA FE.CO.DHO POINTE DU DOIGT LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Dans une déclaration parvenue à notre rédaction le 8 septembre 2016, la Fédération congolaise des droits de l'homme (FE.CO.DHO), dénonce une rupture dans la fourniture des antirétroviraux (ARV). Celle-ci serait observée dans les différentes structures habilitées à assurer la gratuité du traitement contre le VIH/Sida, sur l'ensemble du territoire national. A travers ladite déclaration que nous publions dans son intégralité, le président de cette plate-forme des organisations de la société civile Cephas Germain Ewangui, interpelle madame la ministre de la santé et de la population, sur la menace de mort qui pèse sur plus de 20.000 citoyens bénéficiaires de ce traitement.

Madame la Ministre
de la Santé et de la Population
-Brazzaville-

Objet : ***Dénonciation de la rupture des ARV***

Madame la Ministre,

La Fédération Congolaise des Droits de l'Homme (FECODHO) est la plate-forme des organisations de la société civile congolaise ayant pour vocation d'œuvrer pour la promotion et à la protection des droits de l'homme, conformément aux Conventions internationales et régionales, aux lois nationales en vigueur.

Quand on parle des Droits de l'Homme, Madame la Ministre, on parle, entre autres, du droit à la Santé et, au-delà, du droit fondamental qui est le droit à la vie. C'est le droit de l'homme par excellence et facteur explicatif de la jouissance de tous les autres droits attribués à la personne humaine.

Le droit à la vie, essentiellement tributaire du droit à la santé, est donc, Madame la Ministre, un droit intangible, un droit sacré qui, pour l'essentiel, justifie l'existence des gouvernants à travers le monde.

Madame la Ministre, sur la base de plusieurs interpellations, nous avons été amenés à faire une enquête auprès de 230 personnes vivant avec le VIH-SIDA et des diverses structures spécialisées comme les Centres de traitements ambulatoires (CTA) de Brazzaville et de Pointe-Noire, le Programme National de lutte contre le SIDA (PNLS), la congolaise des médicaments essentiels génériques (COMEG), le comité de coordination nationale des projets financés par le fonds Mondial (CCN)... pour enfin nous en convaincre d'une situation très grave qui menace dangereusement aujourd'hui la vie des milliers des filles et fils de ce pays. Il s'agit en l'occurrence de la rupture des antirétroviraux (ARV) en dépit, Madame la Ministre, des différentes sonnettes d'alarme venant de notre part.

Il s'avère, Madame la Ministre et vous le savez

- que la situation du VII-1-SIDA dans notre pays est très préoccupante avec plus de 100.000 personnes infectées ;
- que la rupture des ARV provoque inéluctablement des résistances organiques ;
- que la rupture des ARV entraîne la dégradation de la prise en charge des patients;
- que la rupture des ARV provoque l'effondrement du système immunitaire ;
- que la rupture des ARV entraîne la résurgence et le développement des maladies opportunistes (ce qui est déjà signalé) et des décès en cascade.

La Fédération Congolaise des Droits de l'Homme a même appris et vérifié que plusieurs malades, à défaut de la trithérapie, faute de mieux, prennent maintenant la bithérapie. Un bricolage de fait qui ne manque pas, là aussi, de graves conséquences.
Sur la base des informations recueillies auprès des structures spécialisées, il ressort que c'est votre cabinet qui monopolise directement les opérations d'approvisionnement des ARV se transformant, de fait, en centrale d'achat en lieu et place de la Congolaise des médicaments essentiels génériques (COMEG).
La Fédération congolaise des droits de l'homme très préoccupée, très indignée, dénonce avec fermeté ce qu'elle considère comme des comportements et pratiques cruels et inhumains. Elle rend votre cabinet responsable de toutes les conséquences qui en découlent.
A toutes fins utiles, nous faisons copie de la présente au Ministre de la Justice et des droits humains pour, nous l'espérons, l'ouverture d'une information judiciaire pour «homicide involontaire» et «non assistance à personne en danger».

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre considération distinguée.

Céphas Germain EWANGUI

C.c.
- Ministre de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion des Peuples Autochtones
- Organes de Presse.

Santé

LE CHU DE BRAZZAVILLE DOTÉ D'ÉQUIPEMENT ACQUIS SUR LES FONDS PPTE

Le premier lot du matériel de santé acheté grâce au chapitre des fonds Pays Pauvres Très Endettés (fonds Ppte) a été réceptionné la semaine dernière par la directrice générale du Centre Hospitalier et Universitaire de Brazzaville, Mme Gisèle Gabrielle Ambiero. La mise en service de cet équipement renforcera incontestablement l'offre de soins dans cette structure sanitaire.

Le contrôle avant la réception du matériel

Ce lot de matériel sanitaire a été estimé à la somme de 295 millions de francs Cfa, puisée dans les ressources dénommées fonds Ppte. Il s'agit de l'argent émanant de la dette extérieure du Congo annulée par les partenaires qui a été réinvesti dans le secteur pro-pauvre comme l'exige l'accord y relatif.
Le premier module des équipements a été fourni par la société privée Hebasi qui avait gagné l'appel d'offres émis par le Projet de relance et d'appui aux communautés (Purac).
Il est essentiellement composé de 5 bistouris électriques, 10 aspirateurs chirurgicaux, 10 incubateurs ou couveuses néonatales, un appareil à électro convulsivothérapie pour appareil de sismothérapie. Plusieurs fournisseurs avaient souscrit à l'appel d'offres, lancé par le Purac, qui avait finalement été remporté par la société Hebasi, explique Marie Alphonse Itoua, coordonnateur du projet. «*Ce n'est qu'une partie de la commande lancée par le Purac pour équiper, tant soit peu le Centre hospitalier universitaire de Brazzaville. Nous estimons que ce matériel très utile sera complété par un autre lot pour lequel nous nous retrouvons très bientôt pour la réception. L'entreprise est priée de diligenter le processus parce que nous sommes en difficulté. On peut être bien compétent, mais sans matériel nécessaire, les soins administrés ne seront pas à la hauteur* ».
En réaction, le responsable de la société adjudicataire rassure que le second lot sera livré avant la fin de l'année. « *La commande était faite par la société Hebasi auprès d'un fournisseur italien. Elle vient de faire une livraison partielle. Il y aura un deuxième lot d'ici novembre prochain. Beaucoup de matériels restent à livrer dont des fauteuils dentaires. Près d'une vingtaine d'équipements. Ce lot a été livré trois mois après la commande. Les formalités et le paiement ont pris un peu plus de temps* ».
De son côté, la directrice générale du Chu pense que cette réception est une démonstration de la collégialité gouvernementale. « *Le Purac dépend du ministère des finances et le Chu relève du ministère de la santé. Ce qui revient à dire que les finances sont attentifs aux problèmes du ministère de la santé et des hôpitaux. Les services utilisateurs du matériel et les populations bénéficiaires espèrent que ce n'est pas le dernier acte du Purac en leur faveur. De tels actes devraient être accomplis au profit non seulement du Chu, mais de tous les hôpitaux du Congo pour qu'on avance* », dit Gisèle Gabrielle Ambiéro.
La réception a été suivie d'une instruction ferme donnée aux responsables des différents services ayant reçu le matériel, de former un maximum de personnel à leur utilisation. Il a été aussi demandé de le gérer avec une sollicitude extrême. Car, de tels gestes n'arrivent pas tout le temps, selon Gisèle Gabrielle Ambiéro.

Henriet Mouandinga

Lu pour vous

« DU TRÉFONDS DE LA FORÊT », un recueil de poèmes publié par Michel Gayido

L'espace littéraire congolais vient de s'agrandir avec un nouveau titre, « Du tréfonds de la forêt », un ouvrage intéressant à lire, au vu de la richesse de sa thématique. Dans ce recueil de 44 poèmes paru aux éditions L'harmattan-Congo, l'auteur, M. Michel Gayido, s'inspire des situations de la société, des phénomènes naturels et culturels, tout en vantant la splendeur de la nature dans sa noble diversité.

Dans quelques poèmes que nous avons parcourus comme « ***Les pêcheurs du fleuve-Congo*** », l'auteur rend hommage à ces hommes en activité sur des pirogues, pagaies en mains en train de se battre pour pouvoir nourrir tout une vie, tout un peuple, malgré les piqûres des moustiques. A côté de cela, il est émerveillé par un élément flatteur qui est ce spectacle beau à voir : « *quand ils sont sur le fleuve, il n'y a pas de frontières, si bien qu'on ne peut distinguer que tel pêcheur vient de telle ou telle autre rive* ».

Dans le poème « ***Il meurt vivant*** », Michel Gayido immortalise un grand poète congolais qu'est Tchicaya U tam'si. Quand l'auteur passe par une métaphore selon laquelle le baobab a succombé sous le choc sans coup férir, il fait justement allusion à ce poète fécond qui a ouvert le bal de la poésie congolaise sur le plan international.

« ***Le mal du siècle*** ». Ce poème est écrit pour conscientiser les hommes et les femmes face au sida qui ravage le monde. Aux uns et aux autres, il est question de faire attention à cette maladie qui nous guette à tout instant, surtout qu'il n'y a pas encore de solution viable. Aujourd'hui, il n'y a que des tentatives de solution avec des antirétroviraux.

Cette même conscientisation de la société, on la retrouve dans « ***Juin, mois des pleurs*** ». Ici, l'écrivain interpelle la conscience de ces élèves qui n'attendent que le mois de juin pour ouvrir leurs cahiers d'études. « *Il est trop tard lorsque vous attendez juin pour lire. L'école commence en octobre pour prendre fin en juin. Les chances de réussite sont minces en espérant sur la tricherie en juin. Ce qui fait qu'on assiste à beaucoup de pleurs en juin à la suite des échecs. A qui revient la faute ?* »

« ***La faim n'est pas une fatalité*** » : en paraphrasant la Bible, l'écrivain Gayido soutient qu'à chaque jour suffit sa peine. Autrement dit, on peut avoir faim aujourd'hui, mais cela ne veut pas dire que cette faim d'aujourd'hui va signifier la fin des choses. On peut être en difficulté ou en détresse, cela ne va pas se poursuivre éternellement. Si on prend conscience de ce qui nous arrive aujourd'hui comme misère, on peut transformer cette difficulté en bonheur, en espoir, et tout peut changer demain, pourvu qu'on y mette la foi.

Quand on lit le poème intitulé « ***Les aventuriers*** », l'on se rend compte que Michel Gayido, touché dans son cœur, exprime une certaine indignation contre la souffrance de ces enfants communément appelés « enfants de la rue », un phénomène crucial qu'on observe dans la plupart des capitales africaines. Brazzaville n'est pas épargnée. Ces déshérités se déplacent comme des essaims, et le soir venu, ils choisissent un endroit où ils vont passer la nuit. Devant ce spectacle pitoyable, l'auteur de cet ouvrage interpelle les pouvoirs publics à résorber ce problème. Pour lui, avec un peu d'amour et d'altruisme, on peut les récupérer pour les insérer dans la société, car ils ne sont pas totalement perdus.

Au nombre des poèmes contenus dans ce recueil, on peut encore citer « ***Moustiques d'octobre*** ». Le jeune écrivain s'intéresse à cet insecte nuisible à notre santé par sa particularité, celle de transmettre la maladie que nous appelons paludisme ou malaria. Il est nuisible par le fait qu'il ne choisit personne. Que vous soyez grand, petit, que vous occupez un grand rang social, il pique tout le monde, en n'épargnant personne, même le Pape. Il est très fort quand il pique, mais très faible quand il est vite écrasé par la main de celui qu'il vient de piquer car, en un rien de temps, il passe de la vie à la mort.

On ne peut passer sous silence « ***Eloges et consolation*** » qui est un clin d'œil fait à cette femme qui nous donne la vie, maman. Là aussi, Michel Gayido immortalise cet être cher qui nous berce et soigne toute notre vie.

Disponible aux éditions L'harmattan-Congo, ce premier recueil de poèmes de cet écrivain, préfacé par M. Pierre Ntsemou, est vendu au Congo à 8.000 Fcfa, et en Europe à 12,50 euros. Michel Gayido qui s'apprête à publier un deuxième livre d'ici à la fin de cette année, est né en 1964 à Zanaga (République du Congo). Il est titulaire d'une licence, d'une maîtrise, option littératures écrites du Département de littératures et civilisations africaines, et d'un D.E.A de la formation doctorante de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université Marien Ngouabi. Il est aussi détenteur d'un Certificat d'Aptitude Professionnelle de l'Enseignement aux Lycées (C.A.P.E.L)-option français. Actuellement, il évolue au lycée Thomas Sankara A, en qualité de professeur de français.

Gulit Ngou

Humeur

AU PIED DU MUR, ON RECONNAIT LE MAÇON

La première pluie à Brazzaville est tombée la semaine dernière. Plus précisément mercredi dans la nuit. Quelques noctambules surpris dans leurs moments d'évasion festifs ou dans leurs coups fourrés contre autrui, ont recouru à leur plan B en prenant leurs jambes à leur cou. En tout cas, l'impitoyable dame venue du ciel a arrosé plus d'un couche tard dans une débandade digne d'un film d'action.

Cependant, un fait positif. L'eau tombée du ciel a soulagé les populations sevrées de ce liquide pour des raisons diverses: agglomérations distantes du réseau de la Société Nationale de Distribution d'Eau, robinets secs non desservis par la même société depuis des lustres, fluidité du trafic routier dans les zones sablonneuses où l'eau a temporairement rendu les voies praticables…

Hormis ces avantages qui ne durent que le temps d'une rose, les aléas ont été nombreux. Le ravinement des sols dépourvus de couverture végétale du fait de l'occupation illégale et anarchique des parcelles de terrain, surtout en périphérie, a encore fait grincer des dents. Les eaux de ruissellement au débit ravageur ont laissé des traces, aussi bien dans les quartiers que dans les rues et avenues les plus empruntées. Un ensablement subit a transformé plusieurs d'entre elles en ruelles boueuses. A d'autres endroits, les nids de poule se sont approfondis pour devenir des pièges que de nombreux néophytes découvrent, hélas après des dommages corporels et mécaniques qui renvoient les engins au garage.

La dégradation de certains lieux, tels que les ronds points s'est aggravée. Par exemple à Mouhoumi, où le code de la route est totalement battu en brèche par les conducteurs de taxis et de gros véhicules de transport. La pagaille est générale lorsque les pousse-pousseurs se mêlent au trafic. Le rond point n'existe plus. A cet endroit, chacun crée son chemin, selon son imagination ou ses reflexes. Les risques de collision sont grands, tellement la boue, les nids de poule et la détérioration du goudron provoquent des accidents.

En face de l'hôpital de Mfilou, c'est le comble. Des mares d'eau partout. Le goudron est inexistant. Plusieurs slaloms sont obligatoires. Les conducteurs de véhicules se mordent les lèvres au volant avant de pénétrer dans l'enceinte du centre hospitalier. L'image est insolite, surtout lorsqu'on sait qu'il faut plusieurs triples sauts ou sauts en longueur aux patients pour aller se faire ausculter. Un véritable parcours de combattant avant les examens et soins sanitaires. Même les malades deviennent des athlètes.

En définitive, la pluie de la semaine dernière place les services municipaux chargés de toiletter la ville devant leurs responsabilités. Après la saison sèche, leurs agents ont l'impérieux devoir de parer partout à toute éventualité. Les canalisations ensablées doivent être régulièrement désengorgées. Le laxisme n'est pas de mise. Déjà, le constat est choquant. Le sable sorti des caniveaux est délaissé pendant longtemps sur le trottoir ou sur une partie de la voie. Quand la pluie tombe, le sable reprend sa place dans les caniveaux. Dans le cadre de la salubrité publique, la rupture est mise entre parenthèses. On agit de façon ponctuelle face à la situation qui se présente, sans vision prospective. Une pluie peut toujours multiplier par zéro le travail déjà accompli. Conséquence ? L'éternel recommencement. La pratique plairait semble t- il à ceux qui aiment jouer les prolongations pour transformer les travaux temporaires en travaux à durée indéterminée.

C'est au pied du mur, qu'on reconnaît le maçon, dit un adage. Après une période de saison sèche de plusieurs semaines, les pluies devraient dicter de nouveaux comportements face aux contraintes liées à l'assainissement de notre environnement. Le curage des caniveaux, le désensablement des voiries et la vidange des bacs à ordures ne doivent pas être remis au lendemain. Si ces contraintes sont négligées, l'engorgement des caniveaux et le rétrécissement des voiries pourraient causer de graves préjudices à la circulation routière. De même, le non ramassage des ordures après une pluie pourrait affecter dangereusement la santé publique. Les eaux stagnantes dans les bacs engendreraient des odeurs nauséabondes, sources de pollution et de prolifération des moustiques. Les services habilités à rendre la ville salubre en toute saison, devraient convaincre les citoyens de leur adaptabilité à toutes les situations climatiques mêmes les plus rudes pour rendre la cité attrayante.

Mwana Mboyo

Education

L'ÉCOLE CHARLES MONTESQUIEU, SUSPENDUE POUR TRIPATOUILLAGE AUX EXAMENS D'ETAT

Les 32 écoles privées faisant partie du complexe scolaire Charles Montesquieu ont été suspendues pour « pratiques illicites avérées ». Les élèves inscrits dans ces établissements sur l'ensemble du territoire national, au titre de l'année scolaire 2016-2017, doivent s'inscrire dans d'autres structures éducatives de leur choix.

L'un des 32 sites des écoles Charles Montesquieu (Moungali)

La nouvelle y afférente avait d'abord circulé sous-forme de rumeur avant d'être concrétisée par la publication de la note de service portant « *sanction infligée à l'établissement Charles Montesquieu* ».

Le promoteur dudit établissement résidant à Pointe-Noire ne répond plus au téléphone depuis un certain temps. En effet, le label «Charles Montesquieu» vieux de plusieurs années excellait dans la fraude à grande échelle. Un réseau de fraudeurs a été décelé pendant les examens d'Etat de l'année en cours par les équipes du ministère de tutelle. La réaction du ministre Anatole Collinet Makosso a été immédiate. Les 32 écoles privées repondant au nom de Charles Montesquieu ainsi que leurs promoteurs sont suspendus de tout exercice privé d'enseignement sur toute l'étendue du territoire national jusqu'à nouvel ordre, à compter de cette rentrée scolaire 2016-2017.

Une affaire de fraudes massives

Depuis la publication de cette note, les deux sites les plus fréquentés de Brazzaville situés respectivement à Moungali sur l'avenue de la paix et à Moukondo, à côté de la station d'essence, sont déserts. Les rares personnes qu'on peut trouver accidentellement sur place, sont des élèves qui viennent chercher des informations sur le sort qui est réservé soit, aux inscrits, soit aux admis aux différents examens d'Etat, présentés par l'école Charles Montesquieu.

Au ministère de l'enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, comme dans les différents sites de cet établissement à Brazzaville, personne n'est disposé à donner de plus amples détails sur l'avenir scolaire des travailleurs et de l'école.

Tout le monde savait que le ministre Anatole Collinet Makosso prône un système éducatif fiable. Mais, la fraude organisée par le complexe scolaire Charles Montesquieu ne pouvait susciter le courroux de ce dernier. Anatole Collinet Makosso rêvait d'une année scolaire saine, marquée par des examens et des études irréprochables. Face à une déception qu'il n'imaginait pas, il fallait que la sanction exemplaire tombe pour dissuader d'autres promoteurs qui pourront s'aventurer dans ces pratiques honteuses.

En plus de cette fraude, on dit que ces établissements ne disposent pas d'agrément qui les autorise à exercer à titre privé l'enseignement au Congo. Ce qui fait peser un doute sur la régularité de ces établissements. « *Tout laisse croire que l'école Charles Montesquieu ne dispose pas d'agrément et on ne sait comment et en quelle année elle a pu ouvrir ses portes aux élèves*».

Par cette sanction, le gouvernement voudrait sonner le glas de l'impunité dans un secteur où les passe-droits, la triche, le favoritisme et autres antivaleurs ont pris corps et se développent de manière accélérée. Déjà, peu avant la tenue des examens, le ministre avait pris soin d'attirer l'attention des promoteurs d'établissements privés, des parents d'élèves, des membres du jury, des surveillants, des partenaires, mais surtout des candidats aux examens d'Etat sur les mesures prises contre la fraude en milieu scolaire. Des sanctions y relatives ont été au menu des rencontres qui ont eu lieu au début du mois de juin dans l'amphithéâtre de Souéko à Pointe-Noire.

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET DE L'ALPHABETISATION
CABINET
DIRECTION DE L'AGREMENT ET DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS PRIVES D'ENSEIGNEMENT GENERAL
SERVICE DE L'AGREMENT
N° 0309/MEPSA-CAB/DACEPEG-SA

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité- Travail-Progrès

NOTE DE SERVICE
(Portant sanction infligée à l'Etablissement Charles Montesquieu)

Les Etablissements **Charles Montesquieu** tous cycles d'études confondus ainsi que leurs promoteurs, sont suspendus de tout exercice privé d'enseignement sur toute l'étendue du territoire national jusqu'à nouvel ordre, pour des pratiques illicites avérées.

La présente note de service qui prend effet à compter de la date de signature, abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Fait à Brazzaville le, 08 AOUT 2016

Le Ministre,

Anatole Collinet MAKOSSO

Ampliations :
MEPSA/CAB 2
IGEPSA 1
DG 4
DACEPEG 1
DCCLFS 1
DEC 1
DDEPSA 12
INTERESSE 1
ARCHIVES 2/25

Tout le monde était pourtant prévenu

Depuis le premier mois de la rentrée scolaire 2015-2016, tout au long de l'année scolaire et pendant sa ronde au cours des examens d'Etat, Anatole Collinet Makosso avait prévenu que s'il y avait une fuite, on saurait d'où elle est partie. Car les mesures dissuasives prises par le gouvernement avaient ravivé la conscience collective. Il avait prévenu qu'il serait intraitable sur ces questions. « *Une école privée de Pointe-Noire qui préconisait d'organiser un laboratoire a fermé d'elle-même. Alors que les téléphones étaient interdits, les promoteurs ont donné des instructions aux candidats de filmer les sujets pour les envoyer dans un labo. Les jeunes qui devaient faire fonctionner le labo sont à la maison d'arrêt, tandis que les promoteurs sont en cavale. Un chef d'établissement qui demandait de l'argent aux candidats au moment du dépôt des dossiers qui est pourtant gratuit a été sanctionné. Il faut lutter contre les escrocs qui veulent affecter le système éducatif de notre pays. Un parent d'élève enseignant est aussi à la maison d'arrêt. Il s'est fait passer pour un surveillant dans le centre où son enfant composait, alors qu'il était dans un autre centre*», répétait-il constamment aux responsables et aux élèves.

Les responsables de Charles Montesquieu présents à Souéko avaient minimisé ces mises en garde. C'est pourquoi, ils ont tenté de rééditer la magouille qui faisait la renommée de l'école avec des chiffres records d'admission aux examens d'Etat.

Pourtant, le système des fuites des sujets a été verrouillé. Les mécanismes de démantèlement des réseaux mafieux renforcés. La guerre contre les phénomènes « *bébés Lilly, mercenariat et les tombeaux emportés* » était presque gagnée.

Mais, pendant que tout le monde fait l'éloge d'une année scolaire et des examens d'Etat sans tâches, les établissements scolaires privés du groupe Charles Montesquieu récidivaient dans la fraude et la tricherie. L'on ose croire que cette suspension n'est que l'hirondelle qui annonce un nouveau printemps dans le secteur de l'éducation où la rupture amorcée depuis quelques années ne devra souffrir d'aucune entorse. D'autres Charles Montesquieu, vraisemblablement encore nombreux devront subir le même sort.

Marlène Samba

Centre international Vahali

«LORSQUE L'INSPIRATION M'EST VENUE DE FAIRE CONSTRUIRE CETTE GROTTE, LE SEIGNEUR M'A MIS EN IMAGE NOTRE PAYS»

Aline Olga Lonzaniabéka, messagère de Vahali (maison de Dieu) ou I am (je suis) en République du Congo et première messagère de Vahali en Afrique, a inauguré il y a quelques semaines à Kintélé (banlieue de Brazzaville), la grotte construite « Notre mère Marie la miraculeuse », dans l'enceinte du futur siège de ce centre en pleine construction. Dans un entretien avec la presse à l'issue de cette cérémonie, elle a insisté sur le rôle d'une grotte dans la vie des adeptes de Vahali.

Le Patriote : ***Quelle signification donnez-vous à l'inauguration de cette grotte ?***

Aline Olga Lonzaniabéka : C'est un événement hautement spirituel. Vahali n'avait jamais eu une grotte. Nous priions partout où sont implantées des grottes à Brazzaville. Il arrivait souvent que l'on subisse un phénomène de rejet, du fait que nous ne soyons pas des catholiques. C'est regrettable, car l'intolérance n'est pas de Dieu. En toute souveraineté, Dieu montre à chaque religion une partie de sa vérité. Personne n'a le monopole de la vérité de Dieu. Nous avons donc pensé à l'érection de cette grotte où nous pouvons prier sans état d'âme.

Cette grotte est le fruit de notre maturité spirituelle. Les êtres du ciel ont pensé que nous la méritons bien. Grâce aux prières des uns et des autres, la hiérarchie divine a déclenché la précipitation qui s'est matérialisée par cette œuvre. Lorsque l'inspiration m'est venue de faire construire cette grotte, le seigneur m'a mis en image notre pays le Congo. Un pays aimé de Dieu. Il est béni. Ne nous focalisons donc pas sur des petites imperfections des uns et des autres. Unissons nos prières, afin d'appeler le meilleur pour notre pays du haut. Ainsi donc, il est de devoir de prier pour notre pays, son président de la République et les autres dirigeants, ainsi que pour la population. Si nous le faisons d'un cœur sincère, Dieu nous enverra par notre mère Marie mère de Jésus, son amour infini qui s'infiltrera dans tous les coins et recoins de notre pays.

L.P. : ***Que représente la Sainte vierge Marie pour vous ?***

A.O.L : Elle est la mère du monde. Elle est le symbole d'une femme vertueuse que chaque femme devrait prendre comme modèle. Elle est tout amour. Quand on a l'amour en soi, il n y a plus de place pour la haine et tous les autres mauvais sentiments. On éduque mieux les enfants. Notre demande quotidienne à la vierge Marie est prendre en main notre pays le Congo, de le porter en son sein rempli d'amour ; que son rayonnement sillonne notre pays, afin que ses habitants, du nord au sud, de l'est à l'ouest, finissent par parler un même langage, avoir un même idéal à savoir l'avancée du pays toujours dans la paix et la quiétude.

L.P. : ***A quand remonte la présence de Vahali en République du Congo ?***

A.O.L : C'est depuis 1960 que nous existons dans ce pays. En ce qui me concerne, je n'ai que huit ans d'ancienneté. Sur l'étendue de la République du Congo, nous disposons d'une vingtaine de sanctuaires. D'autres sont en construction. La bible, le livre des appels et le chapelet sont nos instruments de chevet. Dans nos prières, nous invoquons tous les Saints et les prophètes comme Mahomet. Dans nos foyers de lumière, nous prions pour l'humanité et la terre. Nous jeûnons et faisons des retraites sur les montagnes, pour le bien-être des foyers et pour la paix dans le monde.

Propos recueillis par Dominique Maléla

Alphabétisation

LE CONGO ET L'UNESCO CONTRE L'ANALPHABÉTISME ET SES DÉGÂTS

Le nombre de personnes qui ne savent ni lire ni écrire a diminué de 25% dans le monde ces dix dernières années. Une tendance qui s'est affermie à jamais au Congo. En effet, 1.547 Congolais ont obtenu le Certificat d'études primaires élémentaires adulte, tandis que 384 ont décroché le Brevet d'études du premier cycle (Bepc). Ces progrès notoires ont ainsi permis aux encadreurs de recommander la relance de l'émission ***« Il n'est pas trop tard pour apprendre ».***

La 50ème journée internationale de l'alphabétisation couplée à la clôture de la 12ème semaine nationale de l'alphabétisation le 8 septembre dernier a permis au Congo et à son partenaire de poser le diagnostic. Pour éradiquer l'analphabétisme qui frappe encore quelques sujets à travers le monde et le Congo, des solutions idoines ont été envisagées. Les deux événements ont été à la fois un haut moment de reflexion sur les différents maux qui minent ce secteur et de définition des approches susceptibles de cultiver la notion d'autonomisation dans les centres de rescolarisation.

Au nom de d'Irina Bokova, directrice générale de l'Unesco, Ana Elisa De Santana Afonso, représentante de l'Unesco au Congo a fait état de l'œuvre de cet organisme spécialisé de l'Onu, en faveur de l'éduction pour tous. Du message de la directrice générale lu, on retiendra que depuis la proclamation de la journée internationale en 1966, des progrès ont été enregistrés. « *Le nombre des jeunes et d'adultes non scolarisés a diminué de 25% de 1990 à 2015. Des nombreux changements positifs ont été observés. Mais il y a encore plusieurs personnes qui ne savent ni lire ni écrire dans le monde. Ces personnes sont exposées aux problèmes de santé, d'exploitation, de violation de droits de l'homme et de chômage. Elles sont moins bien payées quand elles ont un emploi* ». Ainsi, des efforts sont fournis par l'Unesco et le Congo pour délivrer ces communautés de l'analphabétisme.

Un échantillon des admis au Bepc 2016

Au Congo particulièrement, des centres d'alphabétisation, de rescolarisation et de post scolarisation révolutionnent régulièrement la vie de ces citoyens. Dans la salle des conférences de la « *Grande bibliothèque universitaire* », un échantillon des admis du secteur non formel aux examens d'état 2016 a été présenté. Dans ce lot, il y a eu celui qui a obtenu son Bepc avec une moyenne de 14 sur 20 et qui a figuré parmi les récipiendaires des prix octroyés par l'Etat à Madingou aux meilleurs admis aux examens d'Etat en 2016. Cette année, 1547 ont décroché le Cepe. Tandis que 384 ont été déclarés admis au Bepc.

Par ailleurs, les 7 jours de la semaine nationale de l'alphabétisation ont permis d'explorer le contexte global, de faire l'analyse de la situation particulière du Congo et d'esquisser la réponse nationale en faveur des enfants et des adolescents hors de l'école. Il a été établi qu'au Congo le problème se pose au niveau du primaire où 14% d'enfants en âge scolaire sont exclus. Soit 758 jeunes à rescolariser contre 542 prévus.

Au terme de la semaine nationale de l'alphabétisation, les encadreurs, les animateurs et les administrateurs de l'éducation non formelle recommandent la relance de l'émission « *il n'est jamais trop tard pour apprendre* ».

H.M.

Impact Centre Chrétien
Église (Campus) de Brazzaville

LES PILIERS DU ROYAUME

APPEL À CONTRIBUTION

POUR LA CONSTRUCTION DE L'ÉGLISE IMPACT CENTRE CHRÉTIEN (ICC) DE BRAZZAVILLE

Avez-vous déjà experimenté un bienfait de la part de Dieu ?
Désirez-vous soutenir l'expansion de l'Évangile de Jésus-Christ ?

Rejoignez-nous dans le projet « **les Piliers du Royaume** » et bâtissons ensemble le nouveau temple de l'église Impact Centre Chrétien de Brazzaville.

Vous pouvez, dès à présent, nous faire parvenir, en une ou plusieurs fois, votre contribution financière et/ou matérielle pour construire ce temple d'une capacité de plus de 2500 places avec en plus des salles annexes polyvalentes destinées, entre autres, à des formations pluridisciplinaires ainsi que des espaces dédiés aux jeunes et aux enfants.

Moyens de paiement

Vous pouvez nous faire parvenir votre contribution en espèces par :

- **Chèque** à l'ordre de **Impact Centre Chrétien.**
- **Virement bancaire** sur notre compte ECOBANK dont voici les coordonnées

BANQUE	CODE BANQUE	GUICHET	N° COMPTE	CLE RIB
ECOBANK	**30014**	**00001**	**01404655801**	**30**

- **Transfert d'argent** via Western Union, MoneyGram, Charden Farel, Mawéné etc.
- **Airtel Money** en composant ***128*100*Montant*Code pin personnalisé#Ok.**
- **MTN Mobile Money** en composant ***105# Ok,** puis suivez les instructions.

Nous comptons sur le concours de tous pour la réalisation de ce projet.

Description de la nouvelle église ICC - Brazzaville

- **Un auditorium principal d'une capacité de plus de 2500 places**
- **Un auditorium annexe d'une capacité de 500 places**
- **Deux bâtiments annexes contenant 18 salles polyvalentes**
- **Un parking de plus de 200 places**
- **Une cafétéria**
- **Une librairie et une bibliothèque**
- **Des espaces verts**
- **Un espace récréatif pour enfants**

Ne laissez pas l'histoire s'écrire sans vous !

Semez abondamment dans le Royaume de Dieu
et récoltez toutes sortes de grâces et de bénédictions.

Exode 25 : 2-3, 8

« [2] parle aux enfants d'Israël. Qu'ils m'apportent une offrande ; vous la recevrez pour moi de tout homme qui la fera de bon cœur. [3] Voici ce que vous recevrez d'eux en offrande : de l'or, de l'Argent et de l'airain ;...
[8] ils me feront un sanctuaire, et j'habiterai au milieu d'eux »

Contacts

Tél: (+242) 06 850 0555 / 05 050 1515

Adresse : 1 rue Dzabana Jadot, Diata.
Derrière le Stade MASSAMBA DÉBAT

: info@lespiliersduroyaume.org
: Les Piliers du Royaume
www.lespiliersduroyaume.org

Eliminations de la Coupe du monde 2018 de football

L'EUROPE AUSSI EST ENTRÉE DANS LA DANSE

L'Euro 2016 n'est désormais plus qu'un souvenir. Maintenant, pour le monde entier, les regards plus que jamais sont tournés vers Russie 2018. Si l'Europe vient juste d'entamer ses éliminatoires l'Amérique du sud, elle, en est à la 8ème journée alors que l'Afrique commence la phase de poules en octobre.

L'Europe, qui compte 54 nations, détient un quota privilégié de treize places en phase finale de coupe du monde. En 2018 avec la Russie comme organisatrice de l'événement, l'Europe sera finalement représentée par quatorze pays. Neuf groupes ont été constitués et chaque vainqueur de groupe est directement qualifié pour la phase finale tandis que les huit meilleurs deuxièmes vont devoir passer par les barrages qui vont désigner quatre autres qualifiés. Le coup d'envoi des éliminatoires a été donné dès le dimanche 4 septembre 2016 sur le score de deux buts partout. Dans le groupe F l'Angleterre a gagné de justesse en Slovaquie (1-0) alors que la Lituanie et la Slovénie ont fait jeu égal (2-2). Lundi et mardi derniers d'autres rencontres ont été disputées dans d'autres groupes. Dans le groupe A la Bulgarie a battu difficilement le Luxembourg (4-3). L'équipe de France a été tenue en échec en Biélorussie (0-0) tandis que la Suède et les Pays-Bas ont fait jeu égal (1-1).

Dans le groupe B, le tout frais champion d'Europe en l'occurrence le Portugal a été battu en Suisse (0-2)). Dans le groupe F l'Autriche a gagné en Géorgie (2-1) tandis que les Pays de galles ont largement dominé la Moldavie (4-0). Dans le groupe G, promenade de santé de l'Espagne face au Liechtenstein (8-0) alors que l'Italie a gagné en Israël (3-1). Dans le groupe H, la Belgique l'a emporté à Chypre (3-0) alors que la Grèce a laminé Gibraltar (5-0). Dans le groupe I, la Finlande a partagé avec le Kosovo (1-1), la Croatie a partagé avec la Turquie (1-1) tout comme l'Ukraine avec l'Islande (1-1). La prochaine journée en Europe est prévue pour début octobre 2016.

dans les groupes C, E et F. Dans le groupe C l'équipe championne en titre, l'Allemagne, a impressionné en allant s'imposer en Norvège par 3-0. Un doublé de Thomas Müller et un but du jeune Kimmish.

Dans ce même groupe C, l'Azerbaïdjan a gagné à Saint Marin (1-0) tandis que la République Tchèque et l'Irlande du Nord ont partagé sur le score de zéro but partout. Dans le groupe E, le Danemark a pris le meilleur sur l'Arménie (1-0) alors que la Roumanie a été tenue en échec par le Monténégro (1-1) et le Kazakhstan a partagé avec la Pologne

En Amérique du sud, le Brésil se relance

En Amérique du sud, le championnat qualificatif pour la coupe du monde 2018 en est aujourd'hui à la huitième journée. Visiblement, les jeux olympiques d'été ont fait beaucoup de bien à l'équipe du Brésil. Le nouvel entraîneur s'appuie désormais sur la sélection olympique, victorieuse à Rio en août dernier, pour faire les résultats actuels. En effet, dans le cadre des éliminatoires de la CM 2018, le Brésil s'est imposé le 1er septembre dernier en Equateur (3-0) puis le 7 septembre à domicile devant la Colombie (2-1). Deux victoires précieuses qui permettent à la sélection auriverde de totaliser 15 points comme l'Argentine qu'elle devance à la faveur de la meilleure différence de buts (plus 7 contre plus 3). Le Brésil, cinquième à la sixième journée, est désormais deuxième à seulement une longueur de retard par rapport à l'Uruguay, premier au classement. L'Argentine, privée de Lionel Messi, paie les frais du match nul (2-2) concédé au Venezuela où elle était menée (0-2). Battu 0-1 quelques jours plus tôt en Argentine, l'Uruguay prend la tête du classement à la faveur de son net succès (4-0) sur le Paraguay.

Mais en l'espace de deux journées l'Equateur quitte le groupe des équipes directement qualifiées pour pointer à la 5ème place réservée au barragiste. La Colombie, malgré la défaite au Brésil (1-2), occupe la quatrième place alors que le Paraguay, sixième, et le Chili, septième, ne sont pas encore définitivement lâchés. Ce qui ne semble pas être le cas pour la Bolivie, le Pérou et le Venezuela. La prochaine journée prévoit, début octobre 2016, Paraguay-Colombie, Brésil-Bolivie, Equateur-Chili, Pérou-Argentine et Uruguay-Venezuela.

G.E.

Ligue européenne des champions

LE CHAMPIONNAT EN POULES DÉMARRE MARDI

Environ trois semaines après le tirage au sort effectué le 25 août dernier à Monaco, le championnat en poules de la ligue européenne des champions va être lancé dans la semaine.

Seize rencontres au total reparties entre mardi 13 et mercredi 14 septembre 2016 vont être disputées dans le vieux continent. Evidemment, il y en aura qui seront bien plus intéressantes que d'autres. La particularité de cette première journée c'est que presque toutes les équipes classées « têtes de série » vont débuter à domicile à l'exception de Leicester et du CSKA Moscou.

C'est ainsi que dans le groupe A Paris Saint Germain jouera au Parc des princes ce mardi 13 septembre contre les anglais d'Arsenal. C'est incontestablement le choc de cette première journée car les uns et les autres vont déjà penser à la première place du groupe. Il s'agit surtout pour le Paris Saint Germain qui reçoit du match à ne pas perdre. Il faut s'attendre à ce que les deux équipes se donnent à fond pour l'emporter du moment où la rencontre a des allures de finale-aller.

Au même moment, dans le groupe B, Benfica Lisbonne va en découdre avec Besiktas Istanbul. Avantage, du moins sur le papier, à l'équipe portugaise qui joue dans son jardin.

Dans le groupe C le FC Barcelone débute au Nou camp contre la téméraire formation écossaise du Celtic Glasgow. Si l'équipe catalane va retrouver Neymar Junior, de retour des jeux olympiques et des éliminatoires de la CM 2018, elle sera sûrement amputée de Lionel Messi qui souffre de pubalgie. Il s'agit là, peut-être, d'un match piège.

Dans le groupe D, enfin, le Bayern de Munich fera son entrée dans l'Allianz Arena contre le FC Rostov. Un match apparemment déséquilibré en faveur de l'ogre bavarois. Toutes ces rencontres seront complétées par FC Bâle-Ludogorets Razgrad dans le groupe A, Dynamo Kiev-Naples dans le groupe B, Manchester city-Brussia Mönchengladbach dans le groupe C et, tout naturellement, PSV Eindhoven-Atletico Madrid dans le groupe D.

Un excitant Juventus de Turin-FC Séville le mercredi

Comme pour la journée du mardi, une autre rencontre sera à la une le mercredi. Dans le groupe H, la Juventus de Turin va accueillir le FC Séville. L'équipe championne d'Italie va subir un sérieux test contre le vainqueur des trois dernières éditions de l'Europa-ligue. La vieille dame a certes perdu Paul Pogba mais a engagé l'argentin Gonzalo Higuain, un buteur de charme. Cette rencontre contre une équipe espagnole toujours très difficile à jouer promet de belles étincelles.

Dans le groupe G, Leicester (Angleterre) également tête de série sera pour sa part en déplacement en Belgique pour y affronter le FC Bruges.

Reste que dans le groupe F le Real Madrid, champion en titre, va accueillir au stade Santiago Bernabeu la formation portugaise du Sporting Lisbonne grande star Cristiano Ronaldo pourrait à l'occasion effectuer son retour. De toute façon, même privé du meilleur footballeur européen de la saison écoulée, le Real Madrid continue de tenir sa ligne.

Enfin, dans le groupe E, le FC Porto jouera à la maison contre le FC Copenhague. Ces rencontres seront complétées par quatre autres à savoir Bayern Leverkusen-C.S.K.A. Moscou et Tottenham-AS Monaco dans le groupe E, Legia Varsovie-Borussia Dortmund dans le groupe F, et Lyon-Dynamo Zagreb dans le groupe G. Comme on le voit, les ciné-foot se frottent à nouveau les mains à l'occasion de ces folles soirées européennes. Là au moins, c'est sûr, il y a du bon et du beau. Rarement, on peut regretter pour son argent.

N.T.

Championnat national ligue 1 de football

CHAUD, CHAUD DEVANT

Il n'y a pas mal de matches en retard mais le championnat national ligue 1 poursuit son petit bonhomme de chemin. Si les Fauves du Niari peuvent déjà nourrir l'espoir d'un nouveau titre à épingler à leur tableau de chasse, pour les autres places du podium la bataille est plus que jamais féroce et acharnée.

Certes, il n'y a plus grand monde pour se passionner de ce football congolais qui a perdu énormément au fil des années. Mais il y en a qui continuent quand même à trouver leur compte. Ceci malgré les contestations, les injustices, les querelles des chefs, et les faiblesses de l'arbitrage. Il est cependant sûr et certain que le championnat national ligue 1, cette saison, ira jusqu'à son terme. Mais, comme c'est désormais la mode, il y a d'abord A.C Léopards puis les autres. La vérité est que Remy Ayayos, le patron d'A.C Léopards, a les moyens de sa politique. Il peut à tout moment s'offrir le joueur qu'il désire.
Mais, ce n'est pas tout. L'homme a de l'ambition. Il veut gagner et toujours gagner sans compter qu'il sait aussi comment s'y prendre pour parvenir à ses fins. C'est tout cela qui fait la différence avec les autres. A cela s'ajoute le fait qu'il est loin d'être un genre égoïste. C'est à croire qu'il est obsédé par l'excellence au point de vouloir que son ambition soit partagée par tous pour le bien de l'ensemble du football congolais. C'est autan dire qu'A.C Léopards de Dolisie a encore de beaux jours devant lui tant que Remy Ayayos restera aux commandes. Alors ce serait un extraordinaire concours de circonstances pour empêcher les Fauves du Niari de succéder à eux-mêmes. Il est par conséquent dommage que nous continuons à être perçus comme des extra-terrestres quand nous affirmons que l'équipe de la capitale de l'or vert est l'arbre qui cache la forêt.

Quelles équipes, dans la débrouillardise, pour accompagner AC Léopards sur le podium ?

Deux équipes ont marqué les esprits par le passé notamment par leur régularité. Il s'agit du Cara qui, dans les années 70, a remporté plusieurs fois d'affilée le titre national et même en glanant la coupe d'Afrique des clubs champions en 1974. Il a même offert au pays l'unique ballon d'or africain à travers feu Paul Moukila Sayal. L'autre équipe qui a régné sans partage de la fin des années 70 au milieu des années 80, c'est l'Etoile du Congo. C'est même elle qui a mis un terme à l'hégémonie du Hafia Football club de Conakry. Un peu en retrait, on peut citer l'Inter-club qui, lui aussi, a marqué son passage sur la scène africaine à un moment où le ministre Jean Claude Ganga avait décrété la politique de rajeunissement. A quoi ces équipes là devaient elles leur réussite ? C'est là, peut-être, qu'il sied de creuser pour comprendre. Car, aujourd'hui, Etoile du Congo, Cara, Diables-Noirs, J.S.T et J.S.P sont dans les mêmes conditions de l'époque. Aujourd'hui, tout le monde se bat bec et ongles, et parfois même par des moyens non autorisés, pour être africain. Mais il n'y a rien à attendre. Ce qui a tout l'air d'une ambition insensée. Quoiqu'il en soit Etoile du Congo, Diables-Noirs, Cara, Jeunesse Sportive de Talangaï et Jeunesse Sportive de Poto-Poto luttent en ce moment pour monter sur le podium national. L'Etoile du Congo, provisoirement, deuxième au classement a disputé plus de rencontres que les autres. La J.S.T en ce moment est troisième, le Cara quatrième tandis que Diables-Noirs est cinquième mais simplement à la faveur d'une meilleure différence de buts par rapport à la Jeunesse Sportive de Poto-Poto.
Un classement provisoire susceptible de changement à tout moment. Ce qui, pour l'instant, est acquis c'est que le Cara, finaliste de la coupe du Congo, est africain si, tout de même, A.C Léopards ne craque pas. Pour les autres, en l'occurrence Etoile du Congo, J.S.T, Diables-Noirs et J.S.P, c'est encore le brouillard. Et si jamais la main noire ne s'y mêle pas, la bataille promet d'être rude, acharnée, incertaine et pleine de suspense. On espère de tout cœur que ce sont les meilleurs qui accompagneront A.C Léopards et Cara. On note, cependant, que la J.S.P, en ce moment, traverse des moments plutôt difficiles. Il n'y a plus de soutien sérieux, l'équipe ne gagne plus. Il y a eu, semble t-il, abus de confiance et le parrain, visiblement, a quitté le navire. Ce qui laisse penser que la J.S.T, l'Etoile du Congo et Diables-Noirs sont les candidats les plus sérieux pour les places encore non attribuées pour l'Afrique.

Nathan Tsongou

Eliminatoires de la CAN 2017 de football

VERDICT DÉFINITIVEMENT RENDU

On connait depuis le dimanche 4 septembre 2016 tous les seize pays qui prendront part en janvier prochain à la phase finale de la 31ème coupe d'Afrique des nations au Gabon.

Le marathon aura duré un an, deux mois et 23 jours. Au terme des championnats à l'intérieur de chacun des treize groupes, les treize premiers ont obtenu leur qualification pour la phase finale ainsi que les deux meilleurs deuxièmes. La Tunisie a pris la première place dans le groupe A, la République Démocratique du Congo dans le groupe B, le Mali dans le groupe C, le Burkina Faso dans le groupe D, la Guinée Bissau dans le groupe E, le Maroc dans le groupe F, l'Egypte dans le groupe G, le Ghana dans le groupe H, la Côte d'Ivoire dans le groupe I, l'Algérie dans le groupe J, le Sénégal dans le groupe K, le Zimbabwe dans le groupe L et le Cameroun dans le groupe M. Quatre équipes aspiraient, elles aussi, à la qualification en qualité de meilleures deuxièmes. Il s'agissait du Togo (groupe A), du Benin (groupe C), de l'Ouganda (groupe D) et de l'Ethiopie (groupe J) qui totalisaient chacun onze points. Ces équipes ont finalement été départagées à la différence des buts plutôt favorable au Togo (+7) et à l'Ouganda (+4). Le Bénin (+2) et l'Ethiopie (-3) sont tout logiquement éliminés. Quant au Congo, dans le groupe E, il paie le prix de sa défaite à Nairobi (1-2) face au Kenya.
Le Congo termine deuxième de son groupe avec 9 pts à une petite longueur seulement de la Guinée Bissau. Une Guinée Bissau devant laquelle le Congo a fait le plein de points avec deux victoires en deux rencontres. Au vu des résultats définitifs un nul à Nairobi aurait été suffisant pour que les Diables-Rouges se qualifient à la faveur de la différence des buts. Quel gâchis !

Que sera la fête gabonaise ?

Il est sûrement trop tôt d'en parler dans la mesure où, pour l'instant, le torchon brûle encore au Gabon suite à la crise post-électorale. On ne peut même pas émettre le moindre pronostic sur la suite des événements. Peut-être même que la compétition sera délocalisée. On ne reste jusque-là que sur des interrogations. Mais ce qui est au moins sûr et certain c'est que de solides nations de football vont manquer à l'appel. A commencer par le Nigeria jusqu'au Congo-Brazzaville en passant par l'Afrique du sud, la Guinée, l'Ethiopie, le Soudan, la Zambie, l'Angola, le Benin, et la Guinée Equatoriale. Cela fait beaucoup. Mais il reste que ce sont les meilleurs qui se sont qualifiés. Onze pays francophones, quatre anglophones et un seul lusophone, c'est encore et toujours l'Afrique de l'ouest qui a su tirer son épingle du jeu avec environ 45% des représentants.
L'Afrique centrale représentée par cinq pays en 2015 ne le sera que par trois l'année prochaine. Gabon, Cameroun et République Démocratique du Congo auront la lourde responsabilité de mieux faire cette fois et surtout de mettre un terme à l'arrogante hégémonie Ouest-africaine. On se souvient qu'au cours des deux dernières éditions, la Côte d'Ivoire a succédé au Nigeria. C'est un peu comme si la coupe d'Afrique des nations tend comme à devenir une affaire exclusive de l'Afrique de l'ouest. Est-ce pardonnable pour une compétition organisée en Afrique centrale ? Mais, dans tous les cas, l'un des seigneurs du circuit est de retour. Il s'agit de l'Egypte dont le calme au pays est revenu et qui a repris goût au football. Les Pharaons semblent bien capables de brouiller à nouveau les cartes. Il ne faut pas non plus oublier les Aigles de Carthage qui, en 2004, avaient mis un terme à l'hégémonie du Cameroun qui venait de gagner en 2000 au Nigeria-Ghana puis en 2002 au Mali. On peut donc s'attendre à ce qu'il fasse chaud en janvier prochain au Gabon. Peut-être assistera t-on à une nouvelle divine surprise comme cela fut le cas avec la Zambie en 2012. Mais, dans tous les cas, la CAN 2017 promet monts et merveilles du moins sur le papier.

Georges Engouma

LE PATRIOTE
Siège: 106 bis, Rue Ewo - Ouenzé
N° MAT. 053/MCRP/DGA/DPE DU 25 MARS 2010

Directeur Général
Patrick YANDZA

Directeur de la Publication
Guy MOUKOZA

Secrétaire Général de Rédaction
Bertin EKANI

Rewriter
Aimé Raymond NZANGO

Equipe rédactionnelle
Laurent LEPOSSI, Dieudonné BEKAS, Georges ENGOUMA, Jules Débel, Gulit NGOU, Dominique MALELA, Ernest OTSOUANGA

Relationniste
Anderson de MBALOÉ,

Mise en pages
YENGO MALANDA

Impression
Les Dépêches de Brazzaville